Édition de langue française

Législation

Sommaire

- I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*
- * Règlement (CE) n° 1713/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Laos en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté 1
 - * Règlement (CE) n° 1714/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Cambodge en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté 10
 - * Règlement (CE) n° 1715/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Népal en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté 19
 - * Règlement (CE) n° 1716/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, concernant les conséquences dans certaines régions de l'Espagne du dépassement de la superficie de base au titre de la campagne 1995/1996 28
 - * Règlement (CE) n° 1717/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, abrogeant certains règlements dans le secteur des céréales 29
 - * Règlement (CE) n° 1718/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant le règlement (CE) n° 658/96 relatif à certaines conditions d'octroi des paiements compensatoires dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables 31

Prix: 19,50 ECU

*(Suite au verso)***FR**

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

* Règlement (CE) n° 1719/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, fixant les coefficients de réduction des paiements compensatoires octroyés dans le cadre du règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil pendant la campagne 1997/1998 dans certaines régions de la Communauté	32
* Règlement (CE) n° 1720/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 1318/93 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 2067/92 du Conseil relatif à des actions de promotion et de commercialisation en faveur de la viande bovine de qualité	33
* Règlement (CE) n° 1721/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, portant dix-septième modification du règlement (CEE) n° 3800/81 établissant le classement des variétés de vigne	37
Règlement (CE) n° 1722/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état	45
Règlement (CE) n° 1723/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre	47
Règlement (CE) n° 1724/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la cinquième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1408/97.....	49
* Règlement (CE) n° 1725/97 de la Commission, du 2 septembre 1997, établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables	50
Règlement (CE) n° 1726/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, fixant les droits à l'importation dans le secteur du riz	56
Règlement (CE) n° 1727/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	59
Règlement (CE) n° 1728/97 de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant le correctif applicable à la restitution pour le malt	61

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conventions signées entre États membres

Information concernant la convention relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres des Communautés européennes, signée à Dublin le 15 juin 1990	63
--	----

Conseil

97/602/CE:

* Décision du Conseil, du 22 juillet 1997, concernant la liste visée à l'article 3 paragraphe 1 deuxième alinéa du règlement (CEE) n° 3254/91 et à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CE) n° 35/97 de la Commission.....	64
---	----

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

Comité mixte de l'EEE

* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 21/97, du 2 mai 1997, modifiant l'annexe II (Réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE	67
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 22/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe VII (Reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles) de l'accord EEE	69
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 23/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord sur l'EEE	70
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 24/97, du 6 mai 1997, modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord sur l'EEE	72
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 25/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe XIII (transports) de l'accord sur l'EEE	74
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 26/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE	75
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 27/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE	76
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 28/97, du 30 avril 1997, modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE	77
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 29/97, du 12 juin 1997, modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord sur l'EEE	78
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 30/97, du 12 juin 1997, modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE	79
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 31/97, du 12 juin 1997, modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE	80
* Décision du Comité mixte de l'EEE n° 32/97, du 12 juin 1997, modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE	81

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 1023/97 de la Commission, du 6 juin 1997, instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de palettes simples, en bois, originaires de Pologne et portant acceptation des engagements offerts par certains exportateurs en ce qui concerne ces importations (JO L 150 du 7.6.1997.)	82
---	----

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 1713/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Laos en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 82/97 du Parlement et du Conseil ⁽²⁾, et notamment son article 249,

vu le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1427/97 ⁽⁴⁾, et notamment son article 76,

considérant que, par le règlement (CE) n° 3281/94 du Conseil, du 19 décembre 1994, portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1998 à certains produits industriels originaires de pays en développement ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 998/97 de la Commission ⁽⁶⁾, la Communauté a octroyé le bénéfice de ces préférences tarifaires au Laos;

considérant que les articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93 précité déterminent les conditions auxquelles doit répondre la définition de la notion de produits originaires applicable dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées; que, toutefois, l'article 76 de ce règlement prévoit la possibilité de déroger aux dispositions ainsi établies au bénéfice des pays les moins avancés bénéficiaires du schéma des préférences tarifaires généralisées lorsque ceux-ci en font la demande à la Communauté;

considérant que le gouvernement du Laos a présenté une demande visant à obtenir une telle dérogation pour certains produits textiles; que, à la demande de la Communauté, ce pays a fourni des informations économiques complémentaires et suffisantes;

considérant que cette demande satisfait aux dispositions de l'article 76 précité; que, notamment, l'instauration de certaines conditions concernant les quantités (établies sur une base annuelle), appréciées à la fois en fonction de la capacité d'absorption par le marché communautaire de tels produits en provenance du Laos, des capacités d'exportation de ce pays et des réalités des flux commerciaux constatés, est de nature à prévenir tous préjudices aux industries communautaires correspondantes;

considérant que, afin d'encourager la coopération régionale entre les pays bénéficiaires, il convient de prévoir que les matières utilisées dans ce pays dans le cadre de la présente dérogation soient originaires des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé;

considérant que les besoins éventuels de poursuivre l'application de la dérogation au-delà des quantités prévues doivent être examinés en consultation avec les autorités du Laos;

considérant qu'une telle dérogation ne peut en tout état de cause être octroyée que jusqu'au 31 décembre 1998, date d'expiration du présent schéma de préférences tarifaires généralisées applicable aux produits industriels;

considérant que la mesure prévue au présent règlement est conforme à l'avis du comité du Code des douanes (section de l'origine),

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Par dérogation aux dispositions des articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93, les produits énumérés à l'annexe du présent règlement et fabriqués au Laos à partir de tissus (produits tissés) ou de fils (bonneterie) importés dans ce pays et originaires de pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé sont considérés comme originaires du Laos, selon les modalités énoncées ci-après.

⁽¹⁾ JO L 302 du 19. 10. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 17 du 21. 1. 1997, p. 1.

⁽³⁾ JO L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 31.

⁽⁵⁾ JO L 348 du 31. 12. 1994, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 144 du 4. 6. 1997, p. 13.

2. Pour l'application du paragraphe 1, sont considérés comme produits originaires de l'ANASE et de l'ASACR, d'une part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le règlement (CEE) n° 2454/93, et comme produits originaires des pays bénéficiaires de la convention de Lomé, d'autre part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le protocole n° 1 de la quatrième convention ACP-CEE (1).

3. Les autorités compétentes du Laos s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire respecter les dispositions du paragraphe 2.

Article 2

La dérogation prévue à l'article 1^{er} porte sur les produits importés du Laos dans la Communauté pour une période s'étendant du 1^{er} août 1997 au 31 décembre 1998, et pour les quantités annuelles indiquées dans l'annexe au regard de chacun d'eux.

Article 3

Les quantités visées à l'article 2 sont gérées par la Commission qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique en demandant le bénéfice des dispositions du présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage d'une quantité correspondant à ses besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation desdites déclarations doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse, dès que possible, dans le volume correspondant.

Si les demandes sont supérieures au solde disponible du volume en question, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu auxdits volumes tant que les soldes de ceux-ci le permettent.

Article 4

Lorsque les tirages visés à l'article 3 atteignent 80 % des quantités reprises en annexe, la Commission examine, en consultation avec les autorités du Laos, la nécessité de poursuivre l'application de la dérogation au-delà desdites quantités.

Article 5

Les certificats d'origine formule A émis en application du présent règlement doivent comporter, dans la case numéro 4, la mention suivante:

«Dérogation — règlement (CE) n° 1713/97»
en précisant le numéro du présent règlement.

Article 6

En cas de doute, les États membres peuvent exiger une copie du document attestant de l'origine des matières utilisées par le Laos dans le cadre de la présente dérogation. Cette demande peut être formulée soit lors de la mise en libre pratique des marchandises bénéficiant des dispositions du présent règlement, soit dans le cadre de la coopération administrative prévue à l'article 94 du règlement (CEE) n° 2454/93.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} août 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

(1) JO L 229 du 17. 8. 1991, p. 1.

ANNEXE

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8001	4	6105 10 00 6105 20 10 6105 20 90 6105 90 10 6109 10 00 6109 90 10 6109 90 30 6110 20 10 6110 30 10	Chemises ou chemisettes, <i>T-shirts</i> , sous-pulls (autres qu'en laine ou poils fins), maillots de corps, et articles similaires, en bonneterie	2 130 748 pièces
09.8002	5	6101 10 90 6101 20 90 6101 30 90 6102 10 90 6102 20 90 6102 30 90 6110 10 10 6110 10 31 6110 10 35 6110 10 38 6110 10 91 6110 10 95 6110 10 98 6110 20 91 6110 20 99 6110 30 91 6110 30 99	Chandails, pull-overs (avec ou sans manches), <i>twinssets</i> , gilets et vestes (autres que coupés et cousus); anoraks, blousons et similaires, en bonneterie	1 094 326 pièces
09.8003	6	6203 41 10 6203 41 90 6203 42 31 6203 42 33 6203 42 35 6203 42 90 6203 43 19 6203 43 90 6203 49 19 6203 49 50 6204 61 10 6204 62 31 6204 62 33 6204 62 39 6204 63 18 6204 69 18 6211 32 42 6211 33 42 6211 42 42 6211 43 42	Culottes, shorts (autres que pour le bain) et pantalons, tissés, pour hommes ou garçonnets; pantalons, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties inférieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	2 594 821 pièces
09.8004	7	6106 10 00 6106 20 00 6106 90 10 6206 20 00 6206 30 00 6206 40 00	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles pour femmes ou fillettes	199 378 pièces
09.8005	8	6205 10 00 6205 20 00 6205 30 00	Chemises et chemisettes, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	254 998 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8006	10	6111 10 10 6111 20 10 6111 30 10 ex 6111 90 00 6116 10 20 6116 10 80 6116 91 00 6116 92 00 6116 93 00 6116 99 00	Ganterie de bonneterie	1 100 paires
09.8007	12	6115 12 00 6115 19 10 6115 19 90 6115 20 11 6115 20 90 6115 91 00 6115 92 00 6115 93 10 6115 93 30 6115 93 99 6115 99 00	Bas, bas-culottes (collants), sous-bas, chaussettes, socquettes, protège-bas ou articles similaires, en bonneterie, autres que pour bébés, y compris les bas à varices, autres que les produits de la catégorie 70	1 100 paires
09.8008	13	6107 11 00 6107 12 00 6107 19 00 6108 21 00 6108 22 00 6108 29 00	Slips et caleçons pour hommes ou garçonnets, slips et culottes pour femmes ou fillettes, en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	10 208 pièces
09.8009	14	6201 11 00 ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6210 20 00	Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	40 853 pièces
09.8010	15	6202 11 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6204 31 00 6204 32 90 6204 33 90 6204 39 19 6210 30 00	Manteaux, imperméables (y compris les capes) et vestes, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	48 091 pièces
09.8011	16	6203 11 00 6203 12 00 6203 19 10 6203 19 30 6203 21 00 6203 22 80 6203 23 80 6203 29 18 6211 32 31 6211 33 31	Costumes, complets et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour hommes ou garçonnets, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	85 532 pièces
09.8012	17	6203 31 00 6203 32 90 6203 33 90 6203 39 19	Vestes et vestons, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	18 998 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8013	18	6207 11 00 6207 19 00 6207 21 00 6207 22 00 6207 29 00 6207 91 10 6207 91 90 6207 92 00 6207 99 00 6208 11 00 6208 19 10 6208 19 90 6208 21 00 6208 22 00 6208 29 00 6208 91 11 6208 91 19 6208 91 90 6208 92 10 6208 92 90 6208 99 00	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	4,4 tonnes
09.8014	21	ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6201 91 00 6201 92 00 6201 93 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6202 91 00 6202 92 00 6202 93 00 6211 32 41 6211 33 41 6211 42 41 6211 43 41	Parkas, anoraks, blousons et similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties supérieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	815 296 pièces
09.8015	24	6107 21 00 6107 22 00 6107 29 00 6107 91 10 6107 91 90 6107 92 00 ex 6107 99 00 6108 31 10 6108 31 90 6108 32 11 6108 32 19 6108 32 90 6108 39 00 6108 91 10 6108 91 90 6108 92 00 6108 99 10	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	53 730 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8016	26	6104 41 00 6104 42 00 6104 43 00 6104 44 00 6204 41 00 6204 42 00 6204 43 00 6204 44 00	Robes pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	42 919 pièces
09.8017	27	6104 51 00 6104 52 00 6104 53 00 6104 59 00 6204 51 00 6204 52 00 6204 53 00 6204 59 10	Jupes, y inclus jupes-culottes, pour femmes ou fillettes	22 542 pièces
09.8018	28	6103 41 10 6103 41 90 6103 42 10 6103 42 90 6103 43 10 6103 43 90 6103 49 10 6103 49 91 6104 61 10 6104 61 90 6104 62 10 6104 62 90 6104 63 10 6104 63 90 6104 69 10 6104 69 91	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	313 247 pièces
09.8019	29	6204 11 00 6204 12 00 6204 13 00 6204 19 10 6204 21 00 6204 22 80 6204 23 80 6204 29 18 6211 42 31 6211 43 31	Costumes tailleurs et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour femmes ou fillettes, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	17 794 pièces
09.8020	31	6212 10 00	Soutiens-gorge et bustiers, tissés ou en bonneterie	1 100 pièces
09.8021	68	6111 10 90 6111 20 90 6111 30 90 ex 6111 90 00 ex 6209 10 00 ex 6209 20 00 ex 6209 30 00 ex 6209 90 00	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories 10 et 87 et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie 88	44 tonnes
09.8022	69	6108 11 10 6108 11 90 6108 19 10 6108 19 90	Combinaisons ou fonds de robes et jupons, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	1 100 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8023	72	6112 31 10 6112 31 90 6112 39 10 6112 39 90 6112 41 10 6112 41 90 6112 49 10 6112 49 90 6211 11 00 6211 12 00	Maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	8 620 pièces
09.8024	73	6112 11 00 6112 12 00 6112 19 00	Survêtements de sport (<i>trainings</i>) en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	67 810 pièces
09.8025	74	6104 11 00 6104 12 00 6104 13 00 ex 6104 19 00 6104 21 00 6104 22 00 6104 23 00 ex 6104 29 00	Costumes tailleurs et ensembles, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	11 366 pièces
09.8026	75	6103 11 00 6103 12 00 6103 19 00 6103 21 00 6103 22 00 6103 23 00 6103 29 00	Costumes, complets et ensembles en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	1 100 pièces
09.8027	76	6203 22 10 6203 23 10 6203 29 11 6203 32 10 6203 33 10 6203 39 11 6203 42 11 6203 42 51 6203 43 11 6203 43 31 6203 49 11 6203 49 31 6204 22 10 6204 23 10 6204 29 11 6204 32 10 6204 33 10 6204 39 11 6204 62 11 6204 62 51 6204 63 11 6204 63 31 6204 69 11 6204 69 31 6211 32 10 6211 33 10 6211 42 10 6211 43 10	Vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Tabliers, blouses et autres vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes	6,6 tonnes

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8028	78	6203 41 30 6203 42 59 6203 43 39 6203 49 39 6204 61 80 6204 61 90 6204 62 59 6204 62 90 6204 63 39 6204 63 90 6204 69 39 6204 69 50 6210 40 00 6210 50 00 6211 31 00 6211 32 90 6211 33 90 6211 41 00 6211 42 90 6211 43 90	Vêtements, autres qu'en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 6, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 29, 68, 72, 76 et 77	111,1 tonnes
09.8029	83	6101 10 10 6101 20 10 6101 30 10 6102 10 10 6102 20 10 6102 30 10 6103 31 00 6103 32 00 6103 33 00 ex 6103 39 00 6104 31 00 6104 32 00 6104 33 00 ex 6104 39 00 6112 20 00 6113 00 90 6114 10 00 6114 20 00 6114 30 00	Manteaux, vestes, vestons et autres vêtements, y compris les combinaisons et les ensembles de ski, en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 4, 5, 7, 13, 24, 26, 27, 28, 68, 69, 72, 73, 74 et 75	7,7 tonnes
09.8030	84	6214 20 00 6214 30 00 6214 40 00 6214 90 10	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1,1 tonne
09.8031	86	6212 20 00 6212 30 00 6212 90 00	Corsets, ceintures-corsets, gaines, bretelles, jarretelles, jarretières, supports-chaussettes et articles similaires et leurs parties, même en bonneterie	1 100 pièces
09.8032	156	6106 90 30 ex 6110 90 90	Chemises et pull-overs de bonneterie en soie ou déchets de soie, pour femmes ou fillettes	1,1 tonne

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8033	157	6101 90 10 6101 90 90 6102 90 10 6102 90 90 ex 6103 39 00 6103 49 99 ex 6104 19 00 ex 6104 29 00 ex 6104 39 00 6104 49 00 6104 69 99 6105 90 90 6106 90 50 6106 90 90 ex 6107 99 00 6108 99 90 6109 90 90 6110 90 10 ex 6110 90 90 ex 6111 90 00 6114 90 00	Vêtements de bonneterie autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 156	1,1 tonne
09.8034	159	6204 49 10 6206 10 00 6214 10 00 6215 10 00	Robes, chemisiers, blouses-chemisiers, autres qu'en bonneterie, en soie ou en déchets de soie Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes et articles similaires, en soie ou en déchets de soie Cravates en soie ou en déchets de soie	1,1 tonne
09.8035	161	6201 19 00 6201 99 00 6202 19 00 6202 99 00 6203 19 90 6203 29 90 6203 39 90 6203 49 90 6204 19 90 6204 29 90 6204 39 90 6204 49 90 6204 59 90 6204 69 90 6205 90 10 6205 90 90 6206 90 10 6206 90 90 ex 6211 20 00 6211 39 00 6211 49 00	Vêtements autres qu'en bonneterie, autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 159	1,1 tonne

RÈGLEMENT (CE) N° 1714/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Cambodge en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 82/97 du Parlement et du Conseil⁽²⁾, et notamment son article 249,

vu le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1427/97⁽⁴⁾, et notamment son article 76,

considérant que, par le règlement (CE) n° 3281/94 du Conseil, du 19 décembre 1994, portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1998 à certains produits industriels originaires de pays en développement⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 998/97 de la Commission⁽⁶⁾, la Communauté a octroyé le bénéfice de ces préférences tarifaires au Cambodge;

considérant que les articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93 précité déterminent les conditions auxquelles doit répondre la définition de la notion de produits originaires applicable dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées; que, toutefois, l'article 76 de ce règlement prévoit la possibilité de déroger aux dispositions ainsi établies au bénéfice des pays les moins avancés bénéficiaires du schéma des préférences tarifaires généralisées lorsque ceux-ci en font la demande à la Communauté;

considérant que le gouvernement du Cambodge a présenté une demande visant à obtenir une telle dérogation pour certains produits textiles; que, à la demande de la Communauté, ce pays a fourni des informations économiques complémentaires et suffisantes;

considérant que cette demande satisfait aux dispositions de l'article 76 précité; que, notamment, l'instauration de certaines conditions concernant les quantités (établies sur une base annuelle), appréciées à la fois en fonction de la capacité d'absorption par le marché communautaire de tels produits en provenance du Cambodge, des capacités d'exportation de ce pays et des réalités des flux commer-

ciaux constatés, est de nature à prévenir tous préjudices aux industries communautaires correspondantes;

considérant que, afin d'encourager la coopération régionale entre les pays bénéficiaires, il convient de prévoir que les matières utilisées dans ce pays dans le cadre de la présente dérogation soient originaires des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé;

considérant que les besoins éventuels de poursuivre l'application de la dérogation au-delà des quantités prévues doivent être examinés en consultation avec les autorités du Cambodge;

considérant qu'une telle dérogation ne peut en tout état de cause être octroyée que jusqu'au 31 décembre 1998, date d'expiration du présent schéma de préférences tarifaires généralisées applicable aux produits industriels;

considérant que la mesure prévue au présent règlement est conforme à l'avis du comité du Code des douanes (section de l'origine),

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Par dérogation aux dispositions des articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93, les produits énumérés à l'annexe du présent règlement et fabriqués au Cambodge à partir de tissus (produits tissés) ou de fils (bonneterie) importés dans ce pays et originaires de pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé sont considérés comme originaires du Cambodge, selon les modalités énoncées ci-après.

2. Pour l'application du paragraphe 1, sont considérés comme produits originaires de l'ANASE et de l'ASACR, d'une part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le règlement (CEE) n° 2454/93, et comme produits originaires des pays bénéficiaires de la convention de Lomé, d'autre part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le protocole n° 1 de la quatrième convention ACP-CEE⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ JO L 302 du 19. 10. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 17 du 21. 1. 1997, p. 1.

⁽³⁾ JO L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 31.

⁽⁵⁾ JO L 348 du 31. 12. 1994, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 144 du 4. 6. 1997, p. 13.

⁽⁷⁾ JO L 229 du 17. 8. 1991, p. 1.

3. Les autorités compétentes du Cambodge s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire respecter les dispositions du paragraphe 2.

Article 2

La dérogation prévue à l'article 1^{er} porte sur les produits importés du Cambodge dans la Communauté pour une période s'étendant du 1^{er} août 1997 au 31 décembre 1998, et pour les quantités annuelles indiquées dans l'annexe au regard de chacun d'eux.

Article 3

Les quantités visées à l'article 2 sont gérées par la Commission qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique en demandant le bénéfice des dispositions du présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage d'une quantité correspondant à ses besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation desdites déclarations doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse, dès que possible, dans le volume correspondant.

Si les demandes sont supérieures au solde disponible du volume en question, l'attribution est faite au prorata des

demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu auxdits volumes tant que les soldes de ceux-ci le permettent.

Article 4

Lorsque les tirages visés à l'article 3 atteignent 80 % des quantités reprises en annexe, la Commission examine, en consultation avec les autorités du Cambodge, la nécessité de poursuivre l'application de la dérogation au-delà desdites quantités.

Article 5

Les certificats d'origine formule A émis en application du présent règlement doivent comporter, dans la case numéro 4, la mention suivante:

«Dérogation — règlement (CE) n° 1714/97»
en précisant le numéro du présent règlement.

Article 6

En cas de doute, les États membres peuvent exiger une copie du document attestant de l'origine des matières utilisées par le Cambodge dans le cadre de la présente dérogation. Cette demande peut être formulée soit lors de la mise en libre pratique des marchandises bénéficiant des dispositions du présent règlement, soit dans le cadre de la coopération administrative prévue à l'article 94 du règlement (CEE) n° 2454/93.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} août 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

ANNEXE

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8050	4	6105 10 00 6105 20 10 6105 20 90 6105 90 10 6109 10 00 6109 90 10 6109 90 30 6110 20 10 6110 30 10	Chemises ou chemisettes, <i>T-shirts</i> , sous-pulls (autres qu'en laine ou poils fins), maillots de corps, et articles similaires, en bonneterie	2 543 971 pièces
09.8051	5	6101 10 90 6101 20 90 6101 30 90 6102 10 90 6102 20 90 6102 30 90 6110 10 10 6110 10 31 6110 10 35 6110 10 38 6110 10 91 6110 10 95 6110 10 98 6110 20 91 6110 20 99 6110 30 91 6110 30 99	Chandails, pull-overs (avec ou sans manches), <i>twinsets</i> , gilets et vestes (autres que coupés et cousus); anoraks, blousons et similaires, en bonneterie	1 259 190 pièces
09.8052	6	6203 41 10 6203 41 90 6203 42 31 6203 42 33 6203 42 35 6203 42 90 6203 43 19 6203 43 90 6203 49 19 6203 49 50 6204 61 10 6204 62 31 6204 62 33 6204 62 39 6204 63 18 6204 69 18 6211 32 42 6211 33 42 6211 42 42 6211 43 42	Culottes, shorts (autres que pour le bain) et pantalons, tissés, pour hommes ou garçonnets; pantalons, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties inférieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	703 954 pièces
09.8053	7	6106 10 00 6106 20 00 6106 90 10 6206 20 00 6206 30 00 6206 40 00	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles pour femmes ou fillettes	546 108 pièces
09.8054	8	6205 10 00 6205 20 00 6205 30 00	Chemises et chemisettes, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	481 307 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8055	10	6111 10 10 6111 20 10 6111 30 10 ex 6111 90 00 6116 10 20 6116 10 80 6116 91 00 6116 92 00 6116 93 00 6116 99 00	Ganterie de bonneterie	1 100 paires
09.8056	12	6115 12 00 6115 19 10 6115 19 90 6115 20 11 6115 20 90 6115 91 00 6115 92 00 6115 93 10 6115 93 30 6115 93 99 6115 99 00	Bas, bas-culottes (collants), sous-bas, chaussettes, socquettes, protège-bas ou articles similaires, en bonneterie, autres que pour bébés, y compris les bas à varices, autres que les produits de la catégorie 70	1 100 paires
09.8057	13	6107 11 00 6107 12 00 6107 19 00 6108 21 00 6108 22 00 6108 29 00	Slips et caleçons pour hommes ou garçonnets, slips et culottes pour femmes ou fillettes, en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1 936 pièces
09.8058	14	6201 11 00 ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6210 20 00	Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	19 177 pièces
09.8059	15	6202 11 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6204 31 00 6204 32 90 6204 33 90 6204 39 19 6210 30 00	Manteaux, imperméables (y compris les capes) et vestes, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	124 727 pièces
09.8060	16	6203 11 00 6203 12 00 6203 19 10 6203 19 30 6203 21 00 6203 22 80 6203 23 80 6203 29 18 6211 32 31 6211 33 31	Costumes, complets et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour hommes ou garçonnets, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	4 202 pièces
09.8061	17	6203 31 00 6203 32 90 6203 33 90 6203 39 19	Vestes et vestons, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	19 274 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8062	18	6207 11 00 6207 19 00 6207 21 00 6207 22 00 6207 29 00 6207 91 10 6207 91 90 6207 92 00 6207 99 00 6208 11 00 6208 19 10 6208 19 90 6208 21 00 6208 22 00 6208 29 00 6208 91 11 6208 91 19 6208 91 90 6208 92 10 6208 92 90 6208 99 00	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	29,7 tonnes
09.8063	21	ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6201 91 00 6201 92 00 6201 93 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6202 91 00 6202 92 00 6202 93 00 6211 32 41 6211 33 41 6211 42 41 6211 43 41	Parkas, anoraks, blousons et similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties supérieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	409 755 pièces
09.8064	24	6107 21 00 6107 22 00 6107 29 00 6107 91 10 6107 91 90 6107 92 00 ex 6107 99 00 6108 31 10 6108 31 90 6108 32 11 6108 32 19 6108 32 90 6108 39 00 6108 91 10 6108 91 90 6108 92 00 6108 99 10	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	30 833 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8065	26	6104 41 00 6104 42 00 6104 43 00 6104 44 00 6204 41 00 6204 42 00 6204 43 00 6204 44 00	Robes pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	11 767 pièces
09.8066	27	6104 51 00 6104 52 00 6104 53 00 6104 59 00 6204 51 00 6204 52 00 6204 53 00 6204 59 10	Jupes, y inclus jupes-culottes, pour femmes ou fillettes	13 270 pièces
09.8067	28	6103 41 10 6103 41 90 6103 42 10 6103 42 90 6103 43 10 6103 43 90 6103 49 10 6103 49 91 6104 61 10 6104 61 90 6104 62 10 6104 62 90 6104 63 10 6104 63 90 6104 69 10 6104 69 91	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	267 951 pièces
09.8068	29	6204 11 00 6204 12 00 6204 13 00 6204 19 10 6204 21 00 6204 22 80 6204 23 80 6204 29 18 6211 42 31 6211 43 31	Costumes tailleurs et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour femmes ou fillettes, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	6 064 pièces
09.8069	31	6212 10 00	Soutiens-gorge et bustiers, tissés ou en bonneterie	21 865 pièces
09.8070	68	6111 10 90 6111 20 90 6111 30 90 ex 6111 90 00 ex 6209 10 00 ex 6209 20 00 ex 6209 30 00 ex 6209 90 00	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories 10 et 87 et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie 88	12,1 tonnes
09.8071	69	6108 11 10 6108 11 90 6108 19 10 6108 19 90	Combinaisons ou fonds de robes et jupons, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	2 464 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8072	72	6112 31 10 6112 31 90 6112 39 10 6112 39 90 6112 41 10 6112 41 90 6112 49 10 6112 49 90 6211 11 00 6211 12 00	Maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1 100 pièces
09.8073	73	6112 11 00 6112 12 00 6112 19 00	Survêtements de sport (<i>trainings</i>) en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	96 551 pièces
09.8074	74	6104 11 00 6104 12 00 6104 13 00 ex 6104 19 00 6104 21 00 6104 22 00 6104 23 00 ex 6104 29 00	Costumes tailleurs et ensembles, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	14 916 pièces
09.8075	75	6103 11 00 6103 12 00 6103 19 00 6103 21 00 6103 22 00 6103 23 00 6103 29 00	Costumes, complets et ensembles en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	1 100 pièces
09.8076	76	6203 22 10 6203 23 10 6203 29 11 6203 32 10 6203 33 10 6203 39 11 6203 42 11 6203 42 51 6203 43 11 6203 43 31 6203 49 11 6203 49 31 6204 22 10 6204 23 10 6204 29 11 6204 32 10 6204 33 10 6204 39 11 6204 62 11 6204 62 51 6204 63 11 6204 63 31 6204 69 11 6204 69 31 6211 32 10 6211 33 10 6211 42 10 6211 43 10	Vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Tabliers, blouses et autres vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes	9,9 tonnes

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8077	78	6203 41 30 6203 42 59 6203 43 39 6203 49 39 6204 61 80 6204 61 90 6204 62 59 6204 62 90 6204 63 39 6204 63 90 6204 69 39 6204 69 50 6210 40 00 6210 50 00 6211 31 00 6211 32 90 6211 33 90 6211 41 00 6211 42 90 6211 43 90	Vêtements, autres qu'en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 6, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 29, 68, 72, 76 et 77	80,3 tonnes
09.8078	83	6101 10 10 6101 20 10 6101 30 10 6102 10 10 6102 20 10 6102 30 10 6103 31 00 6103 32 00 6103 33 00 ex 6103 39 00 6104 31 00 6104 32 00 6104 33 00 ex 6104 39 00 6112 20 00 6113 00 90 6114 10 00 6114 20 00 6114 30 00	Manteaux, vestes, vestons et autres vêtements, y compris les combinaisons et les ensembles de ski, en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 4, 5, 7, 13, 24, 26, 27, 28, 68, 69, 72, 73, 74 et 75	18,7 tonnes
09.8079	84	6214 20 00 6214 30 00 6214 40 00 6214 90 10	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1,1 tonne
09.8080	86	6212 20 00 6212 30 00 6212 90 00	Corsets, ceintures-corsets, gaines, bretelles, jarretelles, jarretières, supports-chaussettes et articles similaires et leurs parties, même en bonneterie	1 100 pièces
09.8081	156	6106 90 30 ex 6110 90 90	Chemises et pull-overs de bonneterie en soie ou déchets de soie, pour femmes ou fillettes	1,1 tonne

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8082	157	6101 90 10 6101 90 90 6102 90 10 6102 90 90 ex 6103 39 00 6103 49 99 ex 6104 19 00 ex 6104 29 00 ex 6104 39 00 6104 49 00 6104 69 99 6105 90 90 6106 90 50 6106 90 90 ex 6107 99 00 6108 99 90 6109 90 90 6110 90 10 ex 6110 90 90 ex 6111 90 00 6114 90 00	Vêtements de bonneterie autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 156	6,6 tonnes
09.8083	159	6204 49 10 6206 10 00 6214 10 00 6215 10 00	Robes, chemisiers, blouses-chemisiers, autres qu'en bonneterie, en soie ou en déchets de soie Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes et articles similaires, en soie ou en déchets de soie Cravates en soie ou en déchets de soie	6,6 tonnes
09.8084	161	6201 19 00 6201 99 00 6202 19 00 6202 99 00 6203 19 90 6203 29 90 6203 39 90 6203 49 90 6204 19 90 6204 29 90 6204 39 90 6204 49 90 6204 59 90 6204 69 90 6205 90 10 6205 90 90 6206 90 10 6206 90 90 ex 6211 20 00 6211 39 00 6211 49 00	Vêtements autres qu'en bonneterie, autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 159	1,1 tonne

RÈGLEMENT (CE) N° 1715/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

portant dérogation au règlement (CEE) n° 2454/93 en ce qui concerne la définition de la notion de «produits originaires» établie dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées pour tenir compte de la situation particulière du Népal en ce qui concerne certains produits textiles exportés de ce pays vers la Communauté

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 82/97 du Parlement et du Conseil ⁽²⁾, et notamment son article 249,

vu le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1427/97 ⁽⁴⁾, et notamment son article 76,

considérant que, par le règlement (CE) n° 3281/94 du Conseil, du 19 décembre 1994, portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1998 à certains produits industriels originaires de pays en développement ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 998/97 de la Commission ⁽⁶⁾, la Communauté a octroyé le bénéfice de ces préférences tarifaires au Népal;

considérant que les articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93 précité déterminent les conditions auxquelles doit répondre la définition de la notion de produits originaires applicable dans le cadre du schéma de préférences tarifaires généralisées; que, toutefois, l'article 76 de ce règlement prévoit la possibilité de déroger aux dispositions ainsi établies au bénéfice des pays les moins avancés bénéficiaires du schéma des préférences tarifaires généralisées lorsque ceux-ci en font la demande à la Communauté;

considérant que le gouvernement du Népal a présenté une demande visant à obtenir une telle dérogation pour certains produits textiles; que, à la demande de la Communauté, ce pays a fourni des informations économiques complémentaires et suffisantes;

considérant que cette demande satisfait aux dispositions de l'article 76 précité; que, notamment, l'instauration de certaines conditions concernant les quantités (établies sur une base annuelle), appréciées à la fois en fonction de la capacité d'absorption par le marché communautaire de tels produits en provenance du Népal, des capacités d'exportation de ce pays et des réalités des flux commerciaux

constatés, est de nature à prévenir tous préjudices aux industries communautaires correspondantes;

considérant que, afin d'encourager la coopération régionale entre les pays bénéficiaires, il convient de prévoir que les matières utilisées dans ce pays dans le cadre de la présente dérogation soient originaires des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé;

considérant que les besoins éventuels de poursuivre l'application de la dérogation au-delà des quantités prévues doivent être examinés en consultation avec les autorités du Népal;

considérant qu'une telle dérogation ne peut en tout état de cause être octroyée que jusqu'au 31 décembre 1998, date d'expiration du présent schéma de préférences tarifaires généralisées applicable aux produits industriels;

considérant que la mesure prévue au présent règlement est conforme à l'avis du comité du Code des douanes (section de l'origine),

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Par dérogation aux dispositions des articles 67 et suivants du règlement (CEE) n° 2454/93, les produits énumérés à l'annexe du présent règlement et fabriqués au Népal à partir de tissus (produits tissés) ou de fils (bonneterie) importés dans ce pays et originaires de pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (à l'exception du Myanmar), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) ou de la convention de Lomé sont considérés comme originaires du Népal, selon les modalités énoncées ci-après.

2. Pour l'application du paragraphe 1, sont considérés comme produits originaires de l'ANASE et de l'ASACR, d'une part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le règlement (CEE) n° 2454/93, et comme produits originaires des pays bénéficiaires de la convention de Lomé, d'autre part, les produits obtenus dans ces pays selon les règles d'origine prévues par le protocole n° 1 de la quatrième convention ACP-CEE ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ JO L 302 du 19. 10. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 17 du 21. 1. 1997, p. 1.

⁽³⁾ JO L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 31.

⁽⁵⁾ JO L 348 du 31. 12. 1994, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 144 du 4. 6. 1997, p. 13.

⁽⁷⁾ JO L 229 du 17. 8. 1991, p. 1.

3. Les autorités compétentes du Népal s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire respecter les dispositions du paragraphe 2.

Article 2

La dérogation prévue à l'article 1^{er} porte sur les produits importés du Népal dans la Communauté pour une période s'étendant du 1^{er} août 1997 au 31 décembre 1998, et pour les quantités annuelles indiquées dans l'annexe au regard de chacun d'eux.

Article 3

Les quantités visées à l'article 2 sont gérées par la Commission qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique en demandant le bénéfice des dispositions du présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage d'une quantité correspondant à ses besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation desdites déclarations doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse, dès que possible, dans le volume correspondant.

Si les demandes sont supérieures au solde disponible du volume en question, l'attribution est faite au prorata des

demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Chaque État membre garantit aux importateurs des produits en question un accès égal et continu auxdits volumes tant que les soldes de ceux-ci le permettent.

Article 4

Lorsque les tirages visés à l'article 3 atteignent 80 % des quantités reprises en annexe, la Commission examine, en consultation avec les autorités du Népal, la nécessité de poursuivre l'application de la dérogation au-delà desdites quantités.

Article 5

Les certificats d'origine formule A émis en application du présent règlement doivent comporter, dans la case numéro 4, la mention suivante:

«Dérogation — règlement (CE) n° 1715/97»
en précisant le numéro du présent règlement.

Article 6

En cas de doute, les États membres peuvent exiger une copie du document attestant de l'origine des matières utilisées par le Népal dans le cadre de la présente dérogation. Cette demande peut être formulée soit lors de la mise en libre pratique des marchandises bénéficiant des dispositions du présent règlement, soit dans le cadre de la coopération administrative prévue à l'article 94 du règlement (CEE) n° 2454/93.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} août 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

ANNEXE

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8101	4	6105 10 00 6105 20 10 6105 20 90 6105 90 10 6109 10 00 6109 90 10 6109 90 30 6110 20 10 6110 30 10	Chemises ou chemisettes, <i>T-shirts</i> , sous-pulls (autres qu'en laine ou poils fins), maillots de corps, et articles similaires, en bonneterie	684 602 pièces
09.8102	5	6101 10 90 6101 20 90 6101 30 90 6102 10 90 6102 20 90 6102 30 90 6110 10 10 6110 10 31 6110 10 35 6110 10 38 6110 10 91 6110 10 95 6110 10 98 6110 20 91 6110 20 99 6110 30 91 6110 30 99	Chandails, pull-overs (avec ou sans manches), <i>twinsets</i> , gilets et vestes (autres que coupés et cousus); anoraks, blousons et similaires, en bonneterie	235 793 pièces
09.8103	6	6203 41 10 6203 41 90 6203 42 31 6203 42 33 6203 42 35 6203 42 90 6203 43 19 6203 43 90 6203 49 19 6203 49 50 6204 61 10 6204 62 31 6204 62 33 6204 62 39 6204 63 18 6204 69 18 6211 32 42 6211 33 42 6211 42 42 6211 43 42	Culottes, shorts (autres que pour le bain) et pantalons, tissés, pour hommes ou garçonnets; pantalons, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties inférieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	140 258 pièces
09.8104	7	6106 10 00 6106 20 00 6106 90 10 6206 20 00 6206 30 00 6206 40 00	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes en bonneterie et autres qu'en bonneterie de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles pour femmes ou fillettes	208 742 pièces
09.8105	8	6205 10 00 6205 20 00 6205 30 00	Chemises et chemisettes, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	177 688 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8106	10	6111 10 10 6111 20 10 6111 30 10 ex 6111 90 00 6116 10 20 6116 10 80 6116 91 00 6116 92 00 6116 93 00 6116 99 00	Ganterie de bonneterie	23 229 paires
09.8107	12	6115 12 00 6115 19 10 6115 19 90 6115 20 11 6115 20 90 6115 91 00 6115 92 00 6115 93 10 6115 93 30 6115 93 99 6115 99 00	Bas, bas-culottes (collants), sous-bas, chaussettes, socquettes, protège-bas ou articles similaires, en bonneterie, autres que pour bébés, y compris les bas à varices, autres que les produits de la catégorie 70	19 312 paires
09.8108	13	6107 11 00 6107 12 00 6107 19 00 6108 21 00 6108 22 00 6108 29 00	Slips et caleçons pour hommes ou garçonnets, slips et culottes pour femmes ou fillettes, en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1 100 pièces
09.8109	14	6201 11 00 ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6210 20 00	Pardessus, imperméables et autres manteaux, y compris les capes, tissés, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	10 805 pièces
09.8110	15	6202 11 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6204 31 00 6204 32 90 6204 33 90 6204 39 19 6210 30 00	Manteaux, imperméables (y compris les capes) et vestes, tissés, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles (autres que parkas de la catégorie 21)	61 631 pièces
09.8111	16	6203 11 00 6203 12 00 6203 19 10 6203 19 30 6203 21 00 6203 22 80 6203 23 80 6203 29 18 6211 32 31 6211 33 31	Costumes, complets et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour hommes ou garçonnets, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	3 735 pièces
09.8112	17	6203 31 00 6203 32 90 6203 33 90 6203 39 19	Vestes et vestons, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	36 864 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8113	18	6207 11 00 6207 19 00 6207 21 00 6207 22 00 6207 29 00 6207 91 10 6207 91 90 6207 92 00 6207 99 00 6208 11 00 6208 19 10 6208 19 90 6208 21 00 6208 22 00 6208 29 00 6208 91 11 6208 91 19 6208 91 90 6208 92 10 6208 92 90 6208 99 00	Gilets de corps, slips, caleçons, chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour hommes ou garçonnets, autres qu'en bonneterie Gilets de corps et chemises de jour, combinaisons ou fonds de robes, jupons, slips, chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, pour femmes ou fillettes, autres qu'en bonneterie	35,2 tonnes
09.8114	21	ex 6201 12 10 ex 6201 12 90 ex 6201 13 10 ex 6201 13 90 6201 91 00 6201 92 00 6201 93 00 ex 6202 12 10 ex 6202 12 90 ex 6202 13 10 ex 6202 13 90 6202 91 00 6202 92 00 6202 93 00 6211 32 41 6211 33 41 6211 42 41 6211 43 41	Parkas, anoraks, blousons et similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles; parties supérieures de survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, autres que ceux de la catégorie 16 ou 29, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	22 766 pièces
09.8115	24	6107 21 00 6107 22 00 6107 29 00 6107 91 10 6107 91 90 6107 92 00 ex 6107 99 00 6108 31 10 6108 31 90 6108 32 11 6108 32 19 6108 32 90 6108 39 00 6108 91 10 6108 91 90 6108 92 00 6108 99 10	Chemises de nuit, pyjamas, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Chemises de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	70 512 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8116	26	6104 41 00 6104 42 00 6104 43 00 6104 44 00 6204 41 00 6204 42 00 6204 43 00 6204 44 00	Robes pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	281 140 pièces
09.8117	27	6104 51 00 6104 52 00 6104 53 00 6104 59 00 6204 51 00 6204 52 00 6204 53 00 6204 59 10	Jupes, y inclus jupes-culottes, pour femmes ou fillettes	34 716 pièces
09.8118	28	6103 41 10 6103 41 90 6103 42 10 6103 42 90 6103 43 10 6103 43 90 6103 49 10 6103 49 91 6104 61 10 6104 61 90 6104 62 10 6104 62 90 6104 63 10 6104 63 90 6104 69 10 6104 69 91	Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres que pour le bain), en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	56 206 pièces
09.8119	29	6204 11 00 6204 12 00 6204 13 00 6204 19 10 6204 21 00 6204 22 80 6204 23 80 6204 29 18 6211 42 31 6211 43 31	Costumes tailleurs et ensembles, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski; survêtements de sport (<i>trainings</i>) avec doublure, dont l'extérieur est réalisé dans une seule et même étoffe, pour femmes ou fillettes, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	14 565 pièces
09.8120	31	6212 10 00	Soutiens-gorge et bustiers, tissés ou en bonneterie	1 100 pièces
09.8121	68	6111 10 90 6111 20 90 6111 30 90 ex 6111 90 00 ex 6209 10 00 ex 6209 20 00 ex 6209 30 00 ex 6209 90 00	Vêtements et accessoires du vêtement pour bébés, à l'exception de la ganterie pour bébés des catégories 10 et 87 et des bas, chaussettes et socquettes pour bébés, autres qu'en bonneterie, de la catégorie 88	3,3 tonnes
09.8122	69	6108 11 10 6108 11 90 6108 19 10 6108 19 90	Combinaisons ou fonds de robes et jupons, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	1 100 pièces

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8123	72	6112 31 10 6112 31 90 6112 39 10 6112 39 90 6112 41 10 6112 41 90 6112 49 10 6112 49 90 6211 11 00 6211 12 00	Maillots, culottes et slips de bain, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1 100 pièces
09.8124	73	6112 11 00 6112 12 00 6112 19 00	Survêtements de sport (<i>trainings</i>) en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1 100 pièces
09.8125	74	6104 11 00 6104 12 00 6104 13 00 ex 6104 19 00 6104 21 00 6104 22 00 6104 23 00 ex 6104 29 00	Costumes tailleurs et ensembles, en bonneterie, pour femmes ou fillettes, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	5 517 pièces
09.8126	75	6103 11 00 6103 12 00 6103 19 00 6103 21 00 6103 22 00 6103 23 00 6103 29 00	Costumes, complets et ensembles en bonneterie, pour hommes ou garçonnets, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles, à l'exception des vêtements de ski	3 456 pièces
09.8127	76	6203 22 10 6203 23 10 6203 29 11 6203 32 10 6203 33 10 6203 39 11 6203 42 11 6203 42 51 6203 43 11 6203 43 31 6203 49 11 6203 49 31 6204 22 10 6204 23 10 6204 29 11 6204 32 10 6204 33 10 6204 39 11 6204 62 11 6204 62 51 6204 63 11 6204 63 31 6204 69 11 6204 69 31 6211 32 10 6211 33 10 6211 42 10 6211 43 10	Vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçonnets Tabliers, blouses et autres vêtements de travail, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes	1,1 tonne

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8128	78	6203 41 30 6203 42 59 6203 43 39 6203 49 39 6204 61 80 6204 61 90 6204 62 59 6204 62 90 6204 63 39 6204 63 90 6204 69 39 6204 69 50 6210 40 00 6210 50 00 6211 31 00 6211 32 90 6211 33 90 6211 41 00 6211 42 90 6211 43 90	Vêtements, autres qu'en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 6, 7, 8, 14, 15, 16, 17, 18, 21, 26, 27, 29, 68, 72, 76 et 77	37,4 tonnes
09.8129	83	6101 10 10 6101 20 10 6101 30 10 6102 10 10 6102 20 10 6102 30 10 6103 31 00 6103 32 00 6103 33 00 ex 6103 39 00 6104 31 00 6104 32 00 6104 33 00 ex 6104 39 00 6112 20 00 6113 00 90 6114 10 00 6114 20 00 6114 30 00	Manteaux, vestes, vestons et autres vêtements, y compris les combinaisons et les ensembles de ski, en bonneterie, à l'exclusion des vêtements des catégories 4, 5, 7, 13, 24, 26, 27, 28, 68, 69, 72, 73, 74 et 75	39,6 tonnes
09.8130	84	6214 20 00 6214 30 00 6214 40 00 6214 90 10	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, autres qu'en bonneterie, de laine, de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles	1,1 tonne
09.8131	86	6212 20 00 6212 30 00 6212 90 00	Corsets, ceintures-corsets, gaines, bretelles, jarretelles, jarretières, supports-chaussettes et articles similaires et leurs parties, même en bonneterie	1 100 pièces
09.8132	156	6106 90 30 ex 6110 90 90	Chemises et pull-overs de bonneterie en soie ou déchets de soie, pour femmes ou fillettes	2,2 tonnes

Numéro d'ordre	Catégorie textile	Code NC	Description des marchandises	Quantité (1.1-31.12)
09.8133	157	6101 90 10 6101 90 90 6102 90 10 6102 90 90 ex 6103 39 00 6103 49 99 ex 6104 19 00 ex 6104 29 00 ex 6104 39 00 6104 49 00 6104 69 99 6105 90 90 6106 90 50 6106 90 90 ex 6107 99 00 6108 99 90 6109 90 90 6110 90 10 ex 6110 90 90 ex 6111 90 00 6114 90 00	Vêtements de bonneterie autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 156	2,2 tonnes
09.8134	159	6204 49 10 6206 10 00 6214 10 00 6215 10 00	Robes, chemisiers, blouses-chemisiers, autres qu'en bonneterie, en soie ou en déchets de soie Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes et articles similaires, en soie ou en déchets de soie Cravates en soie ou en déchets de soie	2,2 tonnes
09.8135	161	6201 19 00 6201 99 00 6202 19 00 6202 99 00 6203 19 90 6203 29 90 6203 39 90 6203 49 90 6204 19 90 6204 29 90 6204 39 90 6204 49 90 6204 59 90 6204 69 90 6205 90 10 6205 90 90 6206 90 10 6206 90 90 ex 6211 20 00 6211 39 00 6211 49 00	Vêtements autres qu'en bonneterie, autres que ceux des catégories 1 à 123 et de la catégorie 159	1,1 tonne

RÈGLEMENT (CE) N° 1716/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

concernant les conséquences dans certaines régions de l'Espagne du dépassement de la superficie de base au titre de la campagne 1995/1996

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil, du 30 juin 1992, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1422/97 ⁽²⁾, et notamment son article 2,

considérant que, en cas de conditions climatiques exceptionnelles qui ont pour effet de faire tomber les rendements des cultures arables à un niveau très inférieur à la normale et de causer un dépassement de la superficie de base de la région en cause, les producteurs de ladite région peuvent être exemptés des sanctions prévues en cas de dépassement de la superficie de base;

considérant que la sécheresse qui a sévi pendant de nombreux mois en Espagne en 1995 a entraîné une telle réduction des rendements dans certaines régions; que cette sécheresse constitue une situation qui justifie l'exemption totale de la réduction de la superficie éligible

dans les régions de l'Espagne ayant connu un dépassement de la superficie de base;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité conjoint des céréales, des matières grasses et des fourrages séchés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les producteurs de cultures arables dans les régions dites «Secano» des communautés autonomes d'Aragon, de Castille-León et du Pays basque ainsi que dans les régions dites «Regadío» de tout le territoire national espagnol sont exemptés de la réduction de la superficie éligible à cause du dépassement de la superficie de base au titre de la campagne 1995/1996 visée à l'article 2 paragraphe 6 premier tiret du règlement (CEE) n° 1765/92.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable pour la campagne 1995/1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 12.

⁽²⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 18.

RÈGLEMENT (CE) N° 1717/97 DE LA COMMISSION
du 3 septembre 1997
abrogeant certains règlements dans le secteur des céréales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾, et notamment ses articles 4, 6, son article 9 paragraphe 2, son article 11 paragraphe 3, son article 13 paragraphe 6, son article 16 paragraphe 2 et son article 26 paragraphe 3,

considérant que nombre des règlements dans le secteur des cultures arables sont devenus sans objet du fait notamment des modifications intervenues dans la législation de base, voire de l'abrogation de celle-ci, de l'accomplissement des faits réglementés pour lesquels ces actes avaient été créés, de l'adoption des nouveaux compromis internationaux entre la Communauté et ses partenaires commerciaux, ainsi que des changements importants survenus

dans le marché; qu'il y a lieu, pour des raisons de clarté et de sécurité juridique et dans un souci de simplification, d'abroger formellement ces actes législatifs;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les règlements figurant en annexe sont abrogés.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

ANNEXE

Règlement (CEE) n° 1629/77 de la Commission, du 20 juillet 1977, portant modalités d'application des mesures spéciales d'intervention destinées à soutenir le développement du marché du froment tendre panifiable (JO L 181 du 21. 7. 1977, p. 26), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2215/84 (JO L 203 du 31. 7. 1984, p. 20).

Règlement (CEE) n° 476/79 de la Commission, du 9 mars 1979, portant modalités d'application de la subvention concernant les livraisons de céréales fourragères à l'Italie et abrogeant le règlement (CEE) n° 446/69 (JO L 59 du 10. 3. 1979, p. 19), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1592/81 (JO L 158 du 16. 6. 1981, p. 10).

Règlement (CEE) n° 1787/79 de la Commission, du 10 août 1979, fixant les conditions dans lesquelles l'élément mobile du prélèvement applicable aux aliments composés à base de céréales pour les animaux est augmenté (JO L 203 du 11. 8. 1979, p. 52).

Règlement (CEE) n° 1821/81 de la Commission, du 2 juillet 1981, relatif aux conditions d'octroi des indemnités compensatoires pour certaines céréales en stock à la fin de la campagne de commercialisation (JO L 182 du 3. 7. 1981, p. 10).

Règlement (CEE) n° 2989/83 de la Commission, du 25 octobre 1983, portant modalités d'application de la restitution particulière à l'exportation de farine de froment tendre vers l'Égypte (JO L 294 du 26. 10. 1983, p. 25).

Règlement (CEE) n° 2232/87 de la Commission, du 23 juillet 1987, portant modalités d'application relatives à l'intervention dans le secteur des céréales (JO L 206 du 28. 7. 1987, p. 16).

Règlement (CEE) n° 1738/89 de la Commission, du 19 juin 1989, portant modalités d'application du régime de l'aide à la production de froment dur (JO L 171 du 20. 6. 1989, p. 31), modifié par le règlement (CEE) n° 920/90 (JO L 94 du 11. 4. 1990, p. 15).

Règlement (CEE) n° 1048/92 de la Commission, du 28 avril 1992, concernant les demandes de certificats d'exportation pour les produits du code NC 1101 00 00 comportant fixation à l'avance de la restitution (JO L 111 du 29. 4. 1992, p. 6).

Règlement (CEE) n° 1795/93 de la Commission, du 30 juin 1993, relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur de 150 000 tonnes de froment dur détenues par l'organisme d'intervention italien en vue de leur transformation dans certains États membres (JO L 163 du 6. 7. 1993, p. 26), modifié par le règlement (CEE) n° 1923/93 (JO L 174 du 17. 7. 1993, p. 22).

Règlement (CE) n° 3422/93 de la Commission, du 14 décembre 1993, fixant les prélèvements à l'exportation dans le secteur des céréales (JO L 312 du 15. 12. 1993, p. 6).

RÈGLEMENT (CE) N° 1718/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

modifiant le règlement (CE) n° 658/96 relatif à certaines conditions d'octroi des paiements compensatoires dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil, du 30 juin 1992, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1422/97⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 1,

considérant que l'article 10 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1765/92 oblige les producteurs de céréales, oléagineux et protéagineux à terminer leurs semis au plus tard le 15 mai; que, dans certains cas, les semis peuvent être reportés au-delà du 15 mai en raison des conditions climatiques; qu'il y a lieu de prolonger le délai applicable aux semis pour certaines cultures et dans certaines

régions; que les délais prolongés ne doivent cependant pas compromettre l'efficacité du régime de soutien, ni porter atteinte au système de contrôle établi par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 820/97⁽⁴⁾;

considérant que le règlement (CE) n° 658/96 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 843/97⁽⁶⁾, a défini ces régions; que l'expérience acquise a démontré que, en ce qui concerne la Finlande, il est indiqué de prévoir certaines modifications de cette liste;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité conjoint de gestion des céréales, des matières grasses et des fourrages séchés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe IX du règlement (CE) n° 658/96 est modifiée comme suit.

- 1) La partie «Finlande» du tableau 1 est supprimée.
- 2) Les parties «Finlande» du tableau 2 sont remplacées par le tableau suivant:

Culture	État membre	Région
«Céréales, cultures oléagineuses, cultures protéagineuses, graines de lin	Finlande	Tout le territoire»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 12.
⁽²⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 18.

⁽³⁾ JO L 355 du 5. 12. 1992, p. 1.
⁽⁴⁾ JO L 117 du 7. 5. 1997, p. 1.
⁽⁵⁾ JO L 91 du 12. 4. 1996, p. 46.
⁽⁶⁾ JO L 121 du 13. 5. 1997, p. 5.

RÈGLEMENT (CE) N° 1719/97 DE LA COMMISSION**du 3 septembre 1997****fixant les coefficients de réduction des paiements compensatoires octroyés dans le cadre du règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil pendant la campagne 1997/1998 dans certaines régions de la Communauté**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, vu le traité instituant la Communauté européenne, vu le règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil, du 30 juin 1992, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1422/97⁽²⁾, et notamment son article 12,

considérant que, afin d'éviter que des plans complexes de régionalisation conduisent à des rendements réels dépassant sensiblement les rendements historiques, le règlement (CEE) n° 1765/92 prévoit l'ajustement des paiements compensatoires pendant la campagne suivante, proportionnellement au dépassement du rendement moyen historique découlant des plans de régionalisation 1993;

considérant que la procédure à suivre pour le constat de ces dépassements a été fixée par le règlement (CE) n° 1237/95 de la Commission, du 31 mai 1995, portant les modalités d'application pour le stabilisateur des rendements utilisés pour le calcul des paiements compensatoires visés par le règlement (CEE) n° 1765/92⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 769/96⁽⁴⁾;

considérant que l'application de cette méthode conduit à la fixation des coefficients indiqués dans le présent règlement;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion conjoint des céréales, des matières grasses et des fourrages séchés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

En application de l'article 3 paragraphe 6 du règlement (CEE) n° 1765/92, les paiements compensatoires pour la campagne 1997/1998 sont affectés du coefficient de 0,994 pour la France.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 12.

⁽²⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 18.

⁽³⁾ JO L 121 du 1. 6. 1995, p. 29.

⁽⁴⁾ JO L 104 du 27. 4. 1996, p. 12.

RÈGLEMENT (CE) N° 1720/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

modifiant le règlement (CEE) n° 1318/93 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 2067/92 du Conseil relatif à des actions de promotion et de commercialisation en faveur de la viande bovine de qualité

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2067/92 du Conseil, du 30 juin 1992, relatif à des actions de promotion et de commercialisation en faveur de la viande bovine de qualité⁽¹⁾, et notamment son article 4,

considérant que le règlement (CEE) n° 1318/93 de la Commission⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 692/97⁽³⁾, a fixé les modalités d'application du règlement (CEE) n° 2067/92, et notamment les exigences minimales de production, de qualité et de contrôle des produits faisant l'objet des actions de promotion et de commercialisation; que, à la lumière de l'expérience acquise pendant des programmes réalisés, il s'avère opportun de porter certaines adaptations auxdites exigences minimales afin de les rendre moins rigides; que, notamment, il y a lieu d'élargir les catégories de viande qui peuvent faire l'objet d'actions de promotion et d'assouplir les exigences relatives aux périodes de maturation; qu'il est nécessaire également de tenir compte des souhaits des consommateurs en précisant en particulier les dispositions sur le bien-être des animaux, le contrôle de résidus et l'étiquetage; que, en vue du nombre de changements, il y a lieu de remplacer l'annexe I du règlement (CEE) n° 1318/93;

considérant que dans un souci de bonne gestion, il convient de prévoir que les États membres sanctionnent de manière adéquate les irrégularités constatées;

considérant que le comité de gestion de la viande bovine n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CEE) n° 1318/93 est modifié comme suit.

1) À l'article 8, le paragraphe 3 suivant est ajouté:

«3. Les autorités nationales compétentes établissent un système de sanctions suffisamment dissuasif pouvant aller, si nécessaire, jusqu'à la suspension temporaire ou définitive de la participation aux programmes de promotion. Elles informent sans délai la Commission du système de sanction prévu.»

2) L'annexe I est remplacée par l'annexe au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable aux demandes de participation financière de la Communauté introduites à partir de la date de son entrée en vigueur.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 215 du 30. 7. 1992, p. 57.

⁽²⁾ JO L 132 du 29. 5. 1993, p. 83.

⁽³⁾ JO L 102 du 19. 4. 1997, p. 13.

ANNEXE

«ANNEXE I

EXIGENCES MINIMALES DE PRODUCTION, DE QUALITÉ ET DE CONTRÔLE

1. **ÉLEVAGE**
 - 1.1. **Provenance**
 - 1.1.1. Sauf pour les veaux de boucherie, races autres que celles prévues à l'annexe II du règlement (CE) n° 3886/92 de la Commission⁽¹⁾ et les premiers croisements avec l'une de ces races.
 - 1.1.2. Ne sont retenus que des éleveurs dont une partie de la production est ou sera régulièrement destinée à la promotion.
 - 1.2. **Alimentation**
 - 1.2.1. Pour les bovins, autres que les veaux, les aliments doivent être exempts de farines de viandes, d'os ou de poisson, l'apport protéique étant assuré exclusivement par des protéines végétales.
 - 1.2.2. Pour les veaux, la ration alimentaire liquide doit contenir au moins 60 % de produits d'origine laitière, et pour le reste, l'alimentation doit être exempte de farine de viandes, d'os ou de poisson.
 - 1.3. **Suivi sanitaire**
 - 1.3.1. Contrôles additionnels dans le cadre d'un suivi régulier du troupeau par un vétérinaire; en cas de besoin, celui-ci doit pouvoir être présent rapidement sur l'exploitation.
 - 1.3.2. Enregistrement obligatoire des traitements thérapeutiques; à cet effet, chaque exploitation disposera d'un registre où seront notés les médicaments prescrits par le vétérinaire ainsi que les dates d'utilisation et les quantités administrées pour chaque bovin traité.
 - 1.3.3. Ne peuvent être admis aux programmes de promotion que des animaux auxquels n'ont pas été administrés, même à des fins thérapeutiques, des produits contenant des bêta-agonistes.
 - 1.3.4. Peuvent être admis aux programmes de promotion, des animaux ayant subi un traitement à base d'antibiotiques ou d'antiparasitaires à condition qu'il s'agisse d'un traitement à titre curatif et non préventif, prescrit par le vétérinaire; la préférence sera donnée à des médicaments sans délai d'attente. Toutefois, un traitement préventif peut être prescrit par le vétérinaire durant les quinze jours suivant le regroupement des animaux.
 - 1.3.5. En cas de non-respect des dispositions visées ci-dessus, exclusion définitive du producteur du bénéfice de l'action de promotion.
 - 1.4. **Recherche des résidus**
 - 1.4.1. Pour les substances figurant à l'annexe I de la directive 96/23/CE du Conseil⁽²⁾ réalisation de contrôles additionnels. À cette fin des échantillons seront prélevés aux fins d'analyse:
 - à l'étable tant au niveau des animaux que des aliments,
 - à l'abattoir au niveau des carcasses et abats.
 - 1.4.2. Le nombre des échantillons prélevés et la fréquence des sondages doivent, aux yeux de l'autorité compétente, être suffisamment représentatifs de l'ensemble de la production destinée aux programmes de promotion.
 - 1.4.3. La prise d'échantillon à l'étable doit se faire suffisamment tôt afin de permettre aux intéressés de prendre connaissance des résultats des analyses avant la commercialisation des produits.

En ce qui concerne les carcasses et les abats, la prise d'échantillons doit se faire sur la chaîne d'abattage.
 - 1.5. **Bien-être**
 - 1.5.1. Pour les bovins, autres que les veaux, les normes nationales, internationales et le cas échéant communautaires sont d'application. En particulier, durant leur stabulation, les animaux doivent:
 - disposer d'un espace et d'un éclairage naturel suffisant, ainsi que de locaux bien aérés et dénués de courants d'air,
 - rester en groupe et n'être séparés du troupeau qu'en cas de maladie,
 - être libres de leurs mouvements et avoir accès en permanence à de l'eau et du fourrage.En outre les étables doivent présenter une litière ou surface de repos suffisante et être régulièrement nettoyées.

⁽¹⁾ JO L 391 du 31. 12. 1992, p. 20.

⁽²⁾ JO L 125 du 23. 5. 1996, p. 10.

- 1.5.2. Pour les veaux, les normes nationales et communautaires sont d'application. En particulier:
- durant leur stabulation, les animaux doivent disposer d'un espace et d'un éclairage naturel suffisant, ainsi que de locaux bien aérés et dénués de courants d'air,
 - toutes les exploitations concernées par les programmes présentés à partir de 1999 sont tenues de respecter l'ensemble des prescriptions visées à l'article 3 paragraphe 3 de la directive 91/629/CEE du Conseil⁽¹⁾, nonobstant les dispositions de son dernier alinéa.
2. **TRANSPORT**
- 2.1. Des mesures de nature à éviter tout stress lors du transport des animaux vers l'abattoir et lors de leur séjour dans l'abattoir seront prises. À cet effet, une durée de transport maximale sera fixée par l'organisation proposante, au-delà de laquelle une période de repos suffisante précédant l'abattage doit être prévue.
- 2.2. Le transport doit être effectué au moyen de camions convenablement nettoyés qui répondent aux exigences de la réglementation communautaire. Ils doivent notamment être dotés de rampes non glissantes et assurer une pente douce pour le chargement et le déchargement des animaux.
- 2.3. En vue de leur transport, les animaux doivent être secs et dans un état de propreté satisfaisant; en outre leur déplacement doit se faire sans l'usage injustifié de la force ou l'utilisation d'appareils à décharge électrique.
3. **ABATTAGE**
- 3.1. **Produit**
- Viande fraîche
- 3.2. **Choix des abattoirs**
- Exclusion des abattoirs qui ne bénéficient pas de l'estampille communautaire définitive.
- 3.3. **Hygiène**
- 3.3.1. Ne sont pas acceptés en vue des programmes de promotion les animaux dont l'état de propreté est insuffisant, en particulier au niveau des pattes arrières, de la queue et de la région anale.
- 3.3.2. Les carcasses ne peuvent pas présenter de contamination fécale visible; une décontamination éventuelle ne peut pas être réalisée par lavage de la carcasse, mais seulement par parage des parties contaminées.
- 3.4. **Réfrigération**
- Sauf pour les veaux, application des techniques de réfrigération favorisant la tendreté telles que la réfrigération lente ou, à défaut, rapide avec stimulation électrique.
- 3.5. **Catégories de carcasses**
- 3.5.1. *Types de carcasses*
- Veaux de boucherie d'un âge maximal de six mois au sens de la directive 91/629/CEE
 - Bovins d'un poids carcasse compris entre 140 et 200 kg
 - Jeunes bovins [catégorie A au sens du règlement (CEE) n° 1208/81 du Conseil⁽²⁾] d'un âge maximal de vingt-quatre mois
 - Bœufs [catégorie C au sens du règlement (CEE) n° 1208/81]
 - Femelles ayant déjà vêlé de moins de quarante-huit mois [catégorie D au sens du règlement (CEE) n° 1208/81]. Toutefois, l'autorité compétente peut accorder une dérogation jusqu'à soixante-douze mois à condition que la durée de maturation soit prolongée à neuf jours minimum
 - Autres femelles [catégories E au sens du règlement (CEE) n° 1208/81]
- 3.5.2. *Poids*
- Pour les veaux de boucherie, le poids carcasse, avec l'ensemble des organes contenus dans les cavités thoracique et abdominale, ne peut excéder 140 kg.
- 3.5.3. *pH*
- Sauf pour les veaux, le pH doit être mesuré sur chaque carcasse au plus tard vingt-quatre heures après l'abattage et être inférieur à six.

(1) JO L 340 du 11. 12. 1991, p. 28.

(2) JO L 123 du 7. 5. 1981, p. 3.

4. COMMERCIALISATION

4.1. Maturation

Sauf pour les veaux, une maturation est exigée d'au moins sept jours de l'abattage à la mise en vente au consommateur, dont soixante heures après l'abattage dans l'établissement où l'abattage a eu lieu.

L'autorité compétente peut accepter une dérogation à la durée minimale de maturation pour les morceaux non destinés à être grillé ou rôti. Dans ce cas, une mention particulière sera reprise sur l'étiquette.

4.2. Suivi et contrôle

Les produits seront suivis au stade du commerce de gros et de détail pour s'assurer qu'ils ne perdent pas de leur qualité par suite de manutention et de stockages inappropriés.

4.3. Étiquetage

Pour les viandes préemballées, indication obligatoire:

- du numéro de référence visé au point 5.2,
- de la date d'abattage à l'usage du grossiste, ou d'une date avant laquelle la viande ne peut être vendue,
- de la dénomination de la pièce de viande dont provient le morceau,
- de la date de péremption à l'usage du consommateur.

5. TRAÇABILITÉ

5.1. L'identification individuelle de chaque animal doit être réalisée dans les conditions prévues au règlement (CEE) n° 820/97 du Conseil⁽¹⁾ et le numéro d'enregistrement correspondant doit être reporté sur les carcasses jusqu'au point de vente de détail.

5.2. Toute découpe de viande doit présenter un numéro de référence permettant de remonter au numéro individuel de l'animal ou du groupe — par lot d'animaux ayant des caractéristiques de qualité similaires — dont provient la viande.

5.3. la traçabilité doit être contrôlée par une méthode appropriée permettant de garantir l'identité entre le produit commercialisé et l'animal ou le groupe dont il provient.

6. DISPOSITIONS COMMUNES

6.1. Méthodologie

Les modalités de la méthodologie suivie en matière d'élevage, d'abattage et de transformation doivent être clairement définies à l'avance de telle manière qu'une standardisation de celles-ci soit rendue possible, garantissant une qualité stable.

6.2. Critères additionnels

Des conditions qualitatives additionnelles peuvent être imposées par l'autorité compétente et/ou l'organisation proposante pour tenir compte de la spécificité du marché concerné et de la perception de la qualité par les consommateurs présent sur ce marché.

⁽¹⁾ JO L 117 du 7. 5. 1997, p. 1.

RÈGLEMENT (CE) N° 1721/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

portant dix-septième modification du règlement (CEE) n° 3800/81 établissant le classement des variétés de vigne

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1417/97 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

considérant que le classement des variétés de vigne admises à être cultivées dans la Communauté est établi par le règlement (CEE) n° 3800/81 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1914/96 ⁽⁴⁾, conformément au règlement (CEE) n° 2389/89 du Conseil, du 24 juillet 1989, concernant les règles générales relatives au classement des variétés de vigne ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3577/90 ⁽⁶⁾;

considérant que l'aptitude culturale de certaines variétés de vigne à raisin de cuve a été reconnue satisfaisante après examen selon le règlement (CEE) n° 2314/72 de la Commission, du 30 octobre 1972, relatif à certaines dispositions en matière d'examen de l'aptitude culturale des variétés de vigne ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2462/93 ⁽⁸⁾, pour certaines unités administratives de certains États membres; qu'il convient, pour ces mêmes unités administratives, de classer les variétés de vigne à raisin de cuve dans la classe des variétés de vigne provisoirement autorisées conformément à l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89;

considérant que l'aptitude culturale de certaines variétés de vigne à raisin de cuve et à raisin de table figurant depuis au moins cinq ans dans la classe des variétés provisoirement autorisées pour des unités administratives grecques, françaises et italiennes a été reconnue satisfaisante;

qu'il convient dès lors de classer ces variétés définitivement parmi les variétés de vigne autorisées et recommandées pour les mêmes unités administratives, conformément aux dispositions de l'article 11 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 2389/89;

considérant qu'il convient de compléter le classement des variétés de vigne à raisin de cuve et à raisin de table en ajoutant, parmi les variétés autorisées et recommandées pour certaines unités administratives allemandes, grecques, françaises, espagnoles et italiennes, certaines variétés qui sont inscrites depuis cinq ans au moins au classement pour une unité administrative immédiatement avoisinante et qui remplissent donc la condition prescrite par l'article 11 paragraphe 1 point a) premier tiret du règlement (CEE) n° 2389/89;

considérant qu'il convient d'introduire trois nouvelles unités administratives en Italie et qu'il y a lieu de procéder à des rectifications;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 3800/81 est modifiée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 10.

⁽³⁾ JO L 381 du 31. 12. 1981, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 252 du 4. 10. 1996, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 232 du 9. 8. 1989, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 353 du 17. 12. 1990, p. 23.

⁽⁷⁾ JO L 248 du 1. 11. 1972, p. 53.

⁽⁸⁾ JO L 226 du 7. 9. 1993, p. 1.

ANNEXE

L'annexe du règlement (CEE) n° 3800/81 est modifiée comme suit.

- I. Au titre I^{er} sous-titre I^{er}, le point «II. ALLEMAGNE» est modifié comme suit (l'insertion des variétés de vigne se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
2. Regierungsbezirk Trier:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Domina N, Kernling B
 3. Regierungsbezirk Koblenz:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Kernling B
 4. Regierungsbezirk Rheinhessen-Pfalz:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Kernling B
 7. Regierungsbezirk Karlsruhe. Ce point est remplacé par le texte suivant:
 - a) Variétés de vigne recommandées:

Auxerrois B, Weißer Burgunder B⁽¹⁾, Dornfelder N, Dunkelfelder N, Ehrenfelser B⁽¹⁾, Blauer Frühburgunder N, Gewürztraminer Rs, Roter Gutedel R, Weißer Gutedel B, Helfensteiner N⁽¹⁾, Heroldrebe N⁽¹⁾, Kerner B, Blauer Limberger N⁽²⁾, Müllerrebe N⁽²⁾, Müller-Thurgau B, Gelber Muskateller B, Roter Muskateller R, Muskat-Ottonel B, Muskat-Trollinger N⁽¹⁾, Blauer Portugieser N⁽²⁾, Regent N, Weißer Riesling B, Ruländer G, Saint-Laurent N⁽²⁾, Scheurebe B, Blauer Silvaner N⁽¹⁾, Grüner Silvaner B, Blauer Spätburgunder N, Roter Traminer R, Blauer Trollinger N⁽²⁾, Blauer Zweigelt N⁽¹⁾
 - b) Variétés de vigne autorisées:

Chardonnay B^(*), Perle Rs⁽¹⁾
 8. Regierungsbezirk Freiburg. Ce point est remplacé par le texte suivant:
 - a) Variétés de vigne recommandées:

Auxerrois B, Bacchus B⁽³⁾, Weißer Burgunder B, Dornfelder N, Dunkelfelder N, Freisamer B⁽⁴⁾, Gewürztraminer Rs, Roter Gutedel R, Weißer Gutedel B, Kerner B, Müller-Thurgau B, Gelber Muskateller B, Roter Muskateller R⁽⁴⁾, Muskat-Ottonel B⁽⁴⁾, Nobling B⁽⁴⁾, Regent N, Weißer Riesling B, Ruländer G, Scheurebe B, Grüner Silvaner B, Blauer Spätburgunder N, Roter Traminer R
 - b) Variétés de vigne autorisées:

Chardonnay B^(*), Deckrot N
 9. Regierungsbezirk Stuttgart. Ce point est remplacé par le texte suivant:
 - a) Variétés de vigne recommandées:

Auxerrois B, Bacchus B⁽⁵⁾, Weißer Burgunder B, Dornfelder N, Dunkelfelder N⁽⁵⁾, Ehrenfelser B⁽⁶⁾, Blauer Frühburgunder N, Gewürztraminer Rs, Roter Gutedel R⁽⁶⁾, Weißer Gutedel B⁽⁶⁾, Helfensteiner N⁽⁶⁾, Heroldrebe N⁽⁶⁾, Kerner B, Müller-Thurgau B, Gelber Muskateller B⁽⁶⁾, Roter Muskateller R⁽⁶⁾, Muskat-Ottonel B, Muskat-Trollinger N⁽⁶⁾, Blauer Portugieser N, Regent N, Weißer Riesling B, Ruländer G, Scheurebe B, Blauer Silvaner N⁽⁶⁾, Grüner Silvaner B, Blauer Spätburgunder N, Tauberschwartz N⁽⁵⁾, Roter Traminer R, Blauer Trollinger N⁽⁶⁾, Blauer Zweigelt N⁽⁶⁾
 - b) Variétés de vigne autorisées:

Chardonnay B^(*), Perle Rs

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

10. Regierungsbezirk Tübingen. Ce point est remplacé par le texte suivant:
- a) Variétés de vigne recommandées:
Auxerrois B ⁽¹⁷⁾, Bacchus B ⁽¹⁷⁾, Weißer Burgunder B, Dornfelder N, Dunkelfelder N ⁽¹⁷⁾, Blauer Frühburgunder N ⁽¹⁸⁾, Gewürztraminer Rs, Roter Gutedel R, Weißer Gutedel B, Helfensteiner N ⁽¹⁸⁾, Heroldrebe N ⁽¹⁸⁾, Kerner B, Blauer Limberger N ⁽¹⁸⁾, Müllerrebe N ⁽¹⁸⁾, Müller-Thurgau B, Blauer Portugieser N ⁽¹⁸⁾, Regent N, Weißer Riesling B ⁽¹⁷⁾, Ruländer G, Scheurebe B ⁽¹⁷⁾, Grüner Silvaner B, Blauer Spätburgunder N, Roter Traminer R, Blauer Zweigelt N ⁽¹⁸⁾
 - b) Variétés de vigne autorisées:
Chardonnay B (*), Deckrot N ⁽¹⁷⁾
18. *Land* de Saxe:
- à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Bacchus B, Weißer Burgunder B, Dornfelder N, Weißer Elbling B, Roter Elbling R, Gewürztraminer Rs, Weißer Gutedel B, Roter Gutedel R, Kerner B, Müller-Thurgau B, Blauer Portugieser N, Weißer Riesling B, Ruländer G, Scheurebe B, Blauer Spätburgunder N
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: André N, Domina N, Dunkelfelder N, Goldriesling B, Grüner Silvaner B, Huxelrebe B, Kanzler B, Kernling G, Blauer Limberger N, Morio Muskat B, Müllerrebe N, Perle von Zala B, Saint-Laurent N, Traminer Rs, Trollinger N, Veltliner B, Welschriesling B, Blauer Zweigelt N, et supprimées les variétés: Bacchus B, Weißer Burgunder B, Dornfelder N, Weißer Elbling B, Roter Elbling R, Gewürztraminer Rs, Weißer Gutedel B, Roter Gutedel R, Kerner B, Müller-Thurgau B, Blauer Portugieser N, Weißer Riesling B, Ruländer G, Scheurebe B, Blauer Spätburgunder N
- II. Au titre I^{er} sous-titre I^{er}, le point «III. GRÈCE» est modifié comme suit (l'insertion des variétés de vigne se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
2. Rodopis (Ροδόπης):
— à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Chardonnay B (*), Sauvignon blanc B (*)
 17. Ioanninon (Ιωαννίνων):
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Cabernet Franc N
 24. Larissis (Λαρίσης):
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Limniona N (Λημνιώνα)
 39. Lakonias (Λακωνίας):
— à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Glykerithra B (Γλυκέριθρα), Thrapsa N (Θράψα)
 47. Samou (Σάμου):
— à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Mandilaria N (64) (Μαντηλαριά), Begleri N (64) (Μπεγλέρι)
- III. Au titre I^{er} sous-titre I^{er}, le point «IV. FRANCE» est modifié comme suit (l'insertion des variétés de vigne se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
4. Département des Alpes-de-Haute-Provence:
— à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Gamay N, Marselan N, Vermentino B, Viognier B
— à la classe de variétés autorisées sont supprimées les variétés: Marselan N (*), Viognier B (*)
 6. Département des Alpes-Maritimes:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

7. Département de l'Ardèche:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Chatus N, Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées sont supprimées les variétés: Chatus N (*), Marselan N (*)
9. Département de l'Ariège:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
11. Département de l'Aude:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Gros Manseng B, Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées sont supprimées les variétés: Gros Manseng B (*), Marselan N (*)
12. Département de l'Aveyron:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
13. Département des Bouches-du-Rhône:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
16. Département de la Charente:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
17. Département de la Charente-Maritime:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
20. Département de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Aubun N, Biancu Gentile B, Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est ajoutée la variété: Muresconu N, et sont supprimées les variétés: Murescola N (*), Biancu Gentile B (*), Marselan N (*)
24. Département de la Dordogne:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
26. Département de la Drôme:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
30. Département du Gard:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
31. Département de la Haute-Garonne:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Chenin B, Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
32. Département du Gers:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
33. Département de la Gironde:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
34. Département de l'Hérault:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
 - à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

40. Département des Landes:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
42. Département de la Loire:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Roussanne B
47. Département du Lot-et-Garonne:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Folignan B (*)
48. Département de la Lozère:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
66. Département des Pyrénées-Orientales:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
81. Département du Tarn:
— à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Chenin B, Colombard B, Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
82. Département du Tarn-et-Garonne:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Chenin B
83. Département du Var:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
84. Département du Vaucluse:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Marselan N
— à la classe de variétés autorisées est supprimée la variété: Marselan N (*)
85. Département de la Vendée:
— à la classe de variétés de vigne recommandées est ajoutée la variété: Merlot N
- IV. Au titre I^{er} sous-titre I^{er}, le point «V. ITALIE» est modifié comme suit (l'insertion des variétés de vigne se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
14. Provincia di Como:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Verdese B
36. Provincia di Forlì:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Bombino bianco B
37. Provincia di Modena:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Chardonnay B
38. Provincia di Parma:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Chardonnay B
40. Provincia di Ravenna:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Bombino bianco B

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

42. Provincia di Rimini:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Bombino bianco B
43. Provincia di Arezzo:
— à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Moscato bianco B, Müller-Thurgau B, Traminer aromatico Rs, Riesling B, Riesling italico B, Vermentino B
45. Provincia di Livorno:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Moscato bianco B
- 50 bis. Provincia di Prato:
- a) Variétés de vigne recommandées:
Cabernet sauvignon N, Canaiolo bianco B, Canaiolo nero N, Chardonnay B, Colorino N, Malvasia bianca lunga B, Sangiovese N, Trebbiano toscano B
- b) Variétés de vigne autorisées:
Cabernet franc N, Cilieggiolo N, Gamay N, Malvasia nera di Brindisi N, Mammolo N, Merlot N, Müller-Thurgau B, Pinot bianco B, Pinot grigio G, Pinot nero N, Riesling B, Riesling italico B, Sauvignon B, Syrah N, Traminer aromatico Rs, Vermentino B, Vernaccia di San Gimignano B
51. Provincia di Ancona:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Merlot N
53. Provincia di Macerata:
— à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Cabernet sauvignon N, Sauvignon B
72. Provincia di Bari:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est supprimée la variété: Greco di Tufo B (*)
74. Provincia di Foggia:
— à la classe de variétés de vigne recommandées, à la place de «Greco di Tufo B», il faut lire «Greco B»
79. Provincia di Catanzaro:
— à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Aglianico N (*)
- 81 bis. Provincia di Crotona:
- a) Variétés de vigne recommandées:
Gaglioppo N, Greco bianco B, Greco nero N, Magliocco canino N, Malvasia bianca B, Marsigliana nera N, Nocera N, Trebbiano toscano B
- b) Variétés de vigne autorisées:
Barbera N, Malvasia nera di Brindisi N, Moscato bianco B, Nerello cappuccio N, Prunesta N, Sangiovese N, Aglianico N (*), Cabernet franc N (*), Cabernet sauvignon N (*), Chardonnay B (*), Incrocio Manzoni 6.0.13 B (*), Merlot N (*), Nerello mascalese N (*), Pecorello B (*), Pinot bianco B (*), Riesling italico B (*), Sauvignon B (*), Semillon B (*), Traminer aromatico Rs (*)
- 81 ter. Provincia di Vibo Valentia:
- a) Variétés de vigne recommandées:
Gaglioppo N, Greco bianco B, Greco nero N, Magliocco canino N, Malvasia bianca B, Marsigliana nera N, Nocera N, Trebbiano toscano B
- b) Variétés de vigne autorisées:
Barbera N, Malvasia nera di Brindisi N, Moscato bianco B, Nerello cappuccio N, Prunesta N, Aglianico N (*), Cabernet franc N (*), Cabernet sauvignon N (*), Chardonnay B (*), Incrocio Manzoni 6.0.13 B (*), Merlot N (*), Nerello mascalese N (*), Pinot bianco B (*), Riesling italico B (*), Sauvignon B (*), Semillon B (*), Traminer aromatico Rs (*)

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

- V. Au titre I^{er} sous-titre I^{er}, le point «IX. ESPAGNE» est modifié comme suit (l'insertion des variétés de vigne se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
1. Comunidad Autónoma de Galicia:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Pedral, Dozal N et Tempranillo N
 7. Comunidad Autónoma de Aragón
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Garnacha Blanca B et Garnacha Peluda N
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont supprimées les variétés: Garnacha Blanca B et Garnacha Peluda N
 8. Comunidad Autónoma de Cataluña:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Chardonnay B, Garnacha Blanca B, Moscatel de Alejandría B, Riesling B, Sauvignon Blanco B, Cabernet franc N, Cabernet sauvignon N, Mazuela, Sanso N, Merlot N, Monastrell, Morastrell N, Pinot noir N, Trepas N
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont ajoutées les variétés: Gewurztraminer B, Syrah N, Garnacha Tintorera N, et supprimées les variétés: Chardonnay B, Garnacha Blanca B, Moscatel de Alejandría B, Riesling B, Sauvignon Blanco B, Cabernet franc N, Cabernet sauvignon N, Mazuela, Sanso N, Merlot N, Monastrell, Morastrell N, Pinot noir N, Trepas N
 16. Comunidad Autónoma de Andalucía:
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Macabeo B
 17. Comunidad Autónoma de Canarias:
 - à la classe de variétés de vigne recommandées, à la place de «Moscatel, Moscatel de Málaga B», il faut lire «Moscatel de Alejandría B»
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Castellana Negra N, et sont supprimées les variétés: Albillo B et Tintilla N

De manière générale, il convient de supprimer pour toutes les Comunidades Autónomas le nom de «Moscatel de Málaga» et, dorénavant, il faut lire «Moscatel de Alejandría» à la place.

- VI. Au titre II, le point «II. GRÈCE» est modifié comme suit (l'insertion se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
1. Evrou (Έβρου), Rodopis (Ροδόπης), Xanthis (Ξάνθης), Dramas (Δράμας), Serron (Σερρών):
 - à la classe de variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Italia B, Rozaki B (Ροζακί), Victoria B
 - à la classe de variétés de vigne autorisées sont supprimées les variétés: Italia B, Rozaki B (Ροζακί), Victoria B
 5. Larisis (Λαρίσης):
 - à la classe de variétés de vigne autorisées est ajoutée la variété: Rutilia B (*)
- VII. Au titre II, le point «III. FRANCE» est modifié comme suit (l'insertion se faisant à la place indiquée par l'ordre alphabétique):
1. Départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, de l'Ar-dèche, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, des Bouches-du-Rhône, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, des Landes, du Lot, du Lot-et-Garonne, de la Lozère, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, du Var et du Vaucluse:
 - à la classe des variétés de vigne recommandées sont ajoutées les variétés: Danuta B, Exalta B, Madina B, Ora B, Sulima B
 - à la classe des variétés de vigne autorisées, il faut supprimer l'astérisque aux variétés: Alvina N, Carla N, et il faut supprimer les variétés: Danuta B, Exalta B, Madina B, Ora B, Sulima B

(*) Variété insérée au classement à partir du 1^{er} septembre 1997 en application de l'article 11 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2389/89.

VIII. À l'annexe du règlement (CEE) n° 3800/81:

- la note 11 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹¹⁾ Recommandée exclusivement dans la région de production déterminée de Württemberg.»
 - la note 12 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹²⁾ Recommandée ou autorisée exclusivement dans le secteur de Badische Bergstraße/Kraichgau de la région de production déterminée de Baden, et dans la région de production déterminée de Württemberg.»
 - la note 13 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹³⁾ Recommandée exclusivement dans le secteur de Bodensee de la région de production déterminée de Baden.»
 - la note 14 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹⁴⁾ Recommandée dans le Regierungsbezirk Freiburg, à l'exception du secteur de Bodensee, de la région de production déterminée de Baden.»
 - la note 15 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹⁵⁾ Recommandée exclusivement dans le secteur de Tauberfranken de la région de production déterminée de Baden, et dans le secteur de Kocher-Jagst-Tauber de la région de production déterminée de Württemberg.»
 - la note 16 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹⁶⁾ Recommandée dans le Regierungsbezirk Stuttgart, à l'exception du secteur de Tauberfranken, de la région de production déterminée de Baden.»
 - la note 17 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹⁷⁾ Recommandée ou autorisée exclusivement dans le secteur de Bodensee de la région de production déterminée de Baden, et dans le secteur de Württembergischer Bodensee de la région de production déterminée de Württemberg.»
 - la note 18 est remplacée par le texte suivant:
 - «⁽¹⁸⁾ Recommandée dans le Regierungsbezirk Tübingen, à l'exception du secteur de Bodensee, de la région de production déterminée de Baden.»
 - la note 32 est supprimée.
-

RÈGLEMENT (CE) N° 1722/97 DE LA COMMISSION
du 3 septembre 1997
modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1599/96⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 deuxième alinéa,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut ont été fixées par le règlement (CE) n° 1672/97 de la Commission⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 1691/97⁽⁴⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 1672/97, modifié par le règlement (CE) n° 1691/97, aux données dont la Commission a

connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 1785/81, en l'état et non dénaturés, fixées à l'annexe du règlement (CE) n° 1672/97 modifié, sont modifiées conformément aux montants repris en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO L 206 du 16. 8. 1996, p. 43.

⁽³⁾ JO L 237 du 28. 8. 1997, p. 4.

⁽⁴⁾ JO L 239 du 30. 8. 1997, p. 6.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Code produit	Montant de la restitution
	— écus/100 kg —
1701 11 90 9100	34,40 ⁽¹⁾
1701 11 90 9910	32,86 ⁽¹⁾
1701 11 90 9950	⁽²⁾
1701 12 90 9100	34,40 ⁽¹⁾
1701 12 90 9910	32,86 ⁽¹⁾
1701 12 90 9950	⁽²⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 91 00 9000	0,3740
	— écus/100 kg —
1701 99 10 9100	37,40
1701 99 10 9910	37,07
1701 99 10 9950	37,07
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 99 90 9100	0,3740

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant de la restitution applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 17 *bis* paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 1785/81.

⁽²⁾ Fixation suspendue par le règlement (CEE) n° 2689/85 de la Commission (JO L 255 du 26. 9. 1985, p. 12), modifié par le règlement (CEE) n° 3251/85 (JO L 309 du 21. 11. 1985, p. 14).

RÈGLEMENT (CE) N° 1723/97 DE LA COMMISSION

du 3 septembre 1997

fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1599/96 ⁽²⁾,vu le règlement (CE) n° 1422/95 de la Commission, du 23 juin 1995, établissant les modalités d'application pour l'importation de mélasses dans le secteur du sucre et modifiant le règlement (CEE) n° 785/68 ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 2 et son article 3 paragraphe 1,considérant que le règlement (CE) n° 1422/95 prévoit que le prix caf à l'importation de mélasses, ci-après dénommé «prix représentatif», est établi conformément au règlement (CEE) n° 785/68 de la Commission ⁽⁴⁾; que ce prix s'entend fixé pour la qualité type définie à l'article 1^{er} du règlement précité;

considérant que le prix représentatif de la mélasse est calculé pour un lieu de passage en frontière de la Communauté, qui est Amsterdam; que ce prix doit être calculé à partir des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial établies sur la base des cours ou des prix de ce marché ajustés en fonction des différences de qualité éventuelles par rapport à la qualité type; que la qualité type de la mélasse a été définie par le règlement (CEE) n° 785/68;

considérant que, pour la constatation des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial, il doit être tenu compte de toutes les informations relatives aux offres faites sur le marché mondial, aux prix relevés sur des marchés importants dans les pays tiers et aux opérations de vente conclues dans le cadre des échanges internationaux, dont la Commission a connaissance, soit par l'intermédiaire des États membres, soit par ses propres moyens; que, lors de cette constatation, aux termes de l'article 7 du règlement (CEE) n° 785/68, on peut se fonder sur une moyenne de plusieurs prix, à condition que cette moyenne puisse être considérée comme représentative de la tendance effective du marché;

considérant qu'il n'est pas tenu compte des informations lorsque la marchandise n'est pas saine, loyale et marchande ou lorsque le prix indiqué dans l'offre ne porte que sur une faible quantité non représentative du

marché; que doivent également être exclus les prix d'offre qui peuvent être considérés comme non représentatifs de la tendance effective du marché;

considérant que, afin d'obtenir des données comparables relatives à la mélasse de la qualité type, il importe, selon la qualité de la mélasse offerte, d'augmenter ou de diminuer les prix en fonction des résultats obtenus par l'application de l'article 6 du règlement (CEE) n° 785/68;

considérant qu'un prix représentatif peut être exceptionnellement maintenu à un niveau inchangé pendant une période limitée lorsque le prix d'offre qui a servi de base pour l'établissement précédent du prix représentatif n'est pas parvenu à la connaissance de la Commission et que les prix d'offre disponibles, qui ne semblent pas être suffisamment représentatifs de la tendance effective du marché, entraîneraient des modifications brusques et considérables du prix représentatif;

considérant que, lorsqu'il existe une différence entre le prix de déclenchement pour le produit en cause et le prix représentatif, il y a lieu de fixer des droits à l'importation additionnels dans les conditions visées à l'article 3 du règlement (CE) n° 1422/95; que, en cas de suspension des droits à l'importation en application de l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95, il y a lieu de fixer des montants particuliers pour ces droits;

considérant que l'application de ces dispositions conduit à fixer les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation des produits en cause comme indiqué à l'annexe du présent règlement;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*Les prix représentatifs et les droits additionnels applicables à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} du règlement (CE) n° 1422/95 sont fixés comme indiqué en annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

⁽¹⁾ JO L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.⁽²⁾ JO L 206 du 16. 8. 1996, p. 43.⁽³⁾ JO L 141 du 24. 6. 1995, p. 12.⁽⁴⁾ JO L 145 du 27. 6. 1968, p. 12.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission
 Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels applicables à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Code NC	Montant du prix représentatif en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause	Montant du droit additionnel en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause	Montant du droit à appliquer à l'importation du fait de la suspension visée à l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95 en écus par 100 kilogrammes nets du produit en cause ⁽²⁾
1703 10 00 ⁽¹⁾	8,29	—	0,00
1703 90 00 ⁽¹⁾	12,10	—	0,00

⁽¹⁾ Fixation pour la qualité type telle que définie à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 785/68, modifié.

⁽²⁾ Ce montant remplace, conformément à l'article 5 du règlement (CE) n° 1422/95, le taux du droit du tarif douanier commun fixé pour ces produits.

RÈGLEMENT (CE) N° 1724/97 DE LA COMMISSION
du 3 septembre 1997

fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la cinquième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1408/97

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1599/96 ⁽²⁾, et notamment son article 17 paragraphe 5 deuxième alinéa point b),

considérant que, en vertu du règlement (CE) n° 1408/97 de la Commission, du 22 juillet 1997, concernant une adjudication permanente pour la détermination de prélèvements et/ou de restitutions à l'exportation de sucre blanc ⁽³⁾, il est procédé à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre;

considérant que, selon les dispositions de l'article 9 paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1408/97, un montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en cause en tenant compte notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la Communauté et sur le marché mondial;

considérant que, après examen des offres, il convient d'arrêter pour la cinquième adjudication partielle les dispositions visées à l'article 1^{er};

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la cinquième adjudication partielle de sucre blanc, effectuée en vertu du règlement (CE) n° 1408/97, le montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé à 40,192 écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO L 206 du 16. 8. 1996, p. 43.

⁽³⁾ JO L 194 du 23. 7. 1997, p. 16.

RÈGLEMENT (CE) N° 1725/97 DE LA COMMISSION
du 2 septembre 1997
établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de
certaines marchandises périssables

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 82/97⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 établissant le code des douanes communautaire⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1427/97⁽⁴⁾, et notamment son article 173 paragraphe 1,

considérant que les articles 173 à 177 du règlement (CEE) n° 2454/93 prévoient les critères pour l'établissement par la Commission de valeurs unitaires périodiques pour les produits désignés selon la classification reprise à l'annexe n° 26 de ce règlement;

considérant que l'application des règles et critères fixés dans les articles visés ci-dessus aux éléments qui ont été

communiqués à la Commission conformément aux dispositions de l'article 173 paragraphe 2 du règlement précité conduit à établir pour les produits considérés les valeurs unitaires comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs unitaires visées à l'article 173 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2454/93 sont établies comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 5 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 2 septembre 1997.

Par la Commission
Martin BANGEMANN
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 302 du 19. 10. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 17 du 21. 1. 1997, p. 1.

⁽³⁾ JO L 253 du 11. 10. 1993, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 196 du 24. 7. 1997, p. 31.

ANNEXE

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU FIM SEK	ATS FRF BEF/LUF	DEM IEP GBP	DKK ITL	GRD NLG	ESP PTE
1.10	Pommes de terre de primeurs 0701 90 51 0701 90 59	a) b) c)	131,29 778,63 1 128,99	1 821,41 871,17 5 343,91	258,82 96,74 88,83	985,60 253 415,96	40 733,38 291,53	21 863,85 26 274,15
1.30	Oignons autres que de semence 0703 10 19	a) b) c)	38,50 228,33 331,07	534,12 255,47 1 567,07	75,90 28,37 26,05	289,02 74 312,70	11 944,82 85,49	6 411,44 7 704,74
1.40	Aulx 0703 20 00	a) b) c)	76,64 454,52 659,04	1 063,24 508,54 3 119,49	151,09 56,47 51,85	575,34 147 930,53	23 777,94 170,18	12 762,94 15 337,43
1.50	Poireaux ex 0703 90 00	a) b) c)	48,53 287,81 417,32	673,27 322,02 1 975,32	95,67 35,76 32,83	364,32 93 672,61	15 056,68 107,76	8 081,75 9 711,97
1.60	Choux-fleurs ex 0704 10 10 ex 0704 10 05 ex 0704 10 80	a) b) c)	75,84 449,78 652,16	1 052,14 503,23 3 086,92	149,51 55,88 51,31	569,34 146 386,37	23 529,74 168,40	12 629,71 15 177,33
1.70	Choux de Bruxelles 0704 20 00	a) b) c)	91,88 544,91 790,09	1 274,67 609,67 3 739,80	181,13 67,70 62,16	689,75 177 346,78	28 506,23 204,02	15 300,87 18 387,30
1.80	Choux blancs et choux rouges 0704 90 10	a) b) c)	22,43 133,02 192,88	311,18 148,83 912,97	44,22 16,53 15,18	168,38 43 294,39	6 959,02 49,81	3 735,29 4 488,76
1.90	Brocolis asperges ou à jets [<i>Brassica oleracea</i> L. <i>convar. botrytis</i> (L.) Alef <i>var. italica</i> Plenck] ex 0704 90 90	a) b) c)	105,95 628,35 911,08	1 469,87 703,03 4 312,49	208,87 78,07 71,68	795,37 204 504,69	32 871,52 235,27	17 643,96 21 203,03
1.100	Choux de Chine ex 0704 90 90	a) b) c)	49,40 292,97 424,80	685,34 327,79 2 010,73	97,39 36,40 33,42	370,85 95 351,88	15 326,60 109,69	8 226,63 9 886,08
1.110	Laitues pommées 0705 11 10 0705 11 05 0705 11 80	a) b) c)	87,89 521,24 755,78	1 219,32 583,19 3 577,40	173,27 64,76 59,46	659,80 169 645,28	27 268,31 195,16	14 636,41 17 588,81
1.120	Endives ex 0705 29 00	a) b) c)	21,82 129,41 187,63	302,71 144,79 888,14	43,02 16,08 14,76	163,80 42 116,96	6 769,76 48,45	3 633,71 4 366,68
1.130	Carottes ex 0706 10 00	a) b) c)	37,45 222,10 322,04	519,55 248,50 1 524,33	73,83 27,59 25,34	281,14 72 285,99	11 619,05 83,16	6 236,59 7 494,61
1.140	Radis ex 0706 90 90	a) b) c)	149,40 886,03 1 284,72	2 072,66 991,34 6 081,04	294,53 110,08 101,08	1 121,56 288 371,88	46 352,10 331,75	24 879,73 29 898,38
1.160	Pois (<i>Pisum sativum</i>) 0708 10 90 0708 10 20 0708 10 95	a) b) c)	295,17 1 750,54 2 538,22	4 094,95 1 958,59 12 014,33	581,90 217,49 199,70	2 215,86 569 737,13	91 577,97 655,43	49 154,96 59 070,31

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU FIM SEK	ATS FRF BEF/LUF	DEM IEP GBP	DKK ITL	GRD NLG	ESP PTE
1.170	Haricots:							
1.170.1	Haricots (<i>Vigna spp., Phaseolus spp.</i>) ex 0708 20 90 ex 0708 20 20 ex 0708 20 95	a) b) c)	296,61 1 759,08 2 550,60	4 114,93 1 968,15 12 072,95	584,73 218,55 200,67	2 226,67 572 516,62	92 024,74 658,63	49 394,76 59 358,48
1.170.2	Haricots (<i>Phaseolus spp., vulgaris var. Compressus Savi</i>) ex 0708 20 90 ex 0708 20 20 ex 0708 20 95	a) b) c)	137,44 815,10 1 181,87	1 906,73 911,98 5 594,23	270,95 101,27 92,99	1 031,77 265 286,69	42 641,45 305,19	22 888,02 27 504,91
1.180	Fèves ex 0708 90 00	a) b) c)	92,83 550,54 798,26	1 287,85 615,97 3 778,47	183,00 68,40 62,81	696,88 179 180,47	28 800,97 206,13	15 459,07 18 577,42
1.190	Artichauts 0709 10 30	a) b) c)	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
1.200	Asperges:							
1.200.1	— vertes ex 0709 20 00	a) b) c)	442,21 2 622,58 3 802,64	6 134,87 2 934,27 17 999,32	871,77 325,83 299,18	3 319,70 853 553,74	137 197,86 981,94	73 641,67 88 496,39
1.200.2	— autres ex 0709 20 00	a) b) c)	272,45 1 615,80 2 342,85	3 779,75 1 807,83 11 089,56	537,11 200,75 184,33	2 045,30 525 882,99	84 528,97 604,98	45 371,37 54 523,51
1.210	Aubergines 0709 30 00	a) b) c)	76,44 453,34 657,32	1 060,47 507,22 3 111,34	150,69 56,32 51,72	573,84 147 544,49	23 715,89 169,74	12 729,63 15 297,40
1.220	Céleris à côtes, aussi dénommés céleris en branches [<i>Apium graveolens L., var. dulce (Mill.) Pers.</i>] ex 0709 40 00	a) b) c)	60,11 356,49 516,90	833,92 398,86 2 446,66	118,50 44,29 40,67	451,25 116 024,32	18 649,43 133,48	10 010,18 12 029,39
1.230	Chanterelles 0709 51 30	a) b) c)	544,29 3 227,98 4 680,45	7 551,04 3 611,62 22 154,29	1 073,01 401,04 368,25	4 086,02 1 050 588,56	168 868,69 1 208,61	90 641,16 108 924,95
1.240	Piments doux ou poivrons 0709 60 10	a) b) c)	88,64 525,69 762,23	1 229,72 588,17 3 607,92	174,74 65,31 59,97	665,43 171 092,93	27 501,00 196,83	14 761,31 17 738,90
1.250	Fenouil 0709 90 50	a) b) c)	73,55 436,20 632,47	1 020,37 488,04 2 993,71	145,00 54,19 49,76	552,14 141 966,21	22 819,26 163,32	12 248,36 14 719,05
1.270	Patates douces, entières, fraîches (destinées à la consommation humaine) 0714 20 10	a) b) c)	82,40 488,68 708,57	1 143,15 546,76 3 353,94	162,44 60,71 55,75	618,58 159 048,48	25 565,01 182,97	13 722,15 16 490,14
2.10	Châtaignes et marrons (<i>Castanea spp.</i>), frais ex 0802 40 00	a) b) c)	159,46 945,70 1 371,23	2 212,22 1 058,09 6 490,52	314,36 117,49 107,88	1 197,08 307 789,69	49 473,26 354,09	26 555,03 31 911,61
2.30	Ananas, frais ex 0804 30 00	a) b) c)	93,10 552,14 800,58	1 291,59 617,76 3 789,46	183,54 68,60 62,99	698,91 179 701,62	28 884,74 206,73	15 504,04 18 631,45

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU FIM SEK	ATS FRF BEF/LUF	DEM IEP GBP	DKK ITL	GRD NLG	ESP PTE
2.40	Avocats, frais ex 0804 40 90 ex 0804 40 20 ex 0804 40 95	a) b) c)	163,46 969,42 1 405,62	2 267,71 1 084,63 6 653,33	322,24 120,44 110,59	1 227,11 315 510,49	50 714,28 362,97	27 221,16 32 712,11
2.50	Goyaves et mangues, fraîches ex 0804 50 00	a) b) c)	118,29 701,53 1 017,20	1 641,06 784,91 4 814,77	233,20 87,16 80,03	888,01 228 323,36	36 700,06 262,67	19 698,95 23 672,55
2.60	Oranges douces, fraîches:							
2.60.1	— sanguines et demi-sanguines 0805 10 42 0805 10 51 0805 10 37	a) b) c)	17,65 104,68 151,78	244,86 117,12 718,41	34,80 13,00 11,94	132,50 34 068,03	5 476,00 39,19	2 939,27 3 532,17
2.60.2	— Navels, Navelines, Navelates, Salustianas, Vernas, Valencia Lates, Maltaises, Shamoutis, Ovalis, Trovita, Hamllins 0805 10 44 0805 10 55 0805 10 38	a) b) c)	48,56 287,99 417,58	673,68 322,22 1 976,54	95,73 35,78 32,85	364,54 93 730,51	15 065,98 107,83	8 086,75 9 717,97
2.60.3	— autres 0805 10 39 0805 10 46 0805 10 59	a) b) c)	29,19 173,11 251,01	404,96 193,69 1 188,12	57,54 21,51 19,75	219,13 56 342,54	9 056,34 64,82	4 861,04 5 841,59
2.70	Mandarines (y compris les Tangerines et Satsumas), fraîches; Clémentines, Wilkings et hybrides similaires d'agrumes, frais:							
2.70.1	— Clémentines 0805 20 21	a) b) c)	96,14 570,17 826,73	1 333,77 637,93 3 913,20	189,53 70,84 65,04	721,73 185 569,43	29 827,92 213,48	16 010,29 19 239,83
2.70.2	— Monréales et Satsumas 0805 20 23	a) b) c)	86,96 515,73 747,78	1 206,41 577,02 3 539,54	171,43 64,07 58,83	652,81 167 850,19	26 979,77 193,10	14 481,54 17 402,70
2.70.3	— Mandarines et Wilkings 0805 20 25	a) b) c)	69,76 413,72 599,88	967,79 462,89 2 839,45	137,52 51,40 47,20	523,69 134 650,75	21 643,39 154,90	11 617,20 13 960,58
2.70.4	— Tangerines et autres ex 0805 20 27 ex 0805 20 29	a) b) c)	65,06 385,85 559,46	902,59 431,70 2 648,14	128,26 47,94 44,02	488,41 125 578,81	20 185,19 144,47	10 834,51 13 020,00
2.85	Limes (<i>Citrus aurantifolia</i>), fraîches ex 0805 30 90	a) b) c)	125,75 745,78 1 081,35	1 744,55 834,41 5 118,41	247,90 92,65 85,08	944,01 242 722,65	39 014,57 279,23	20 941,27 25 165,47

Rubrique	Désignation des marchandises	Montants des valeurs unitaires/100 kg net						
	Espèces, variétés, code NC	a) b) c)	ECU FIM SEK	ATS FRF BEF/LUF	DEM IEP GBP	DKK ITL	GRD NLG	ESP PTE
2.190	Prunes	a)	—	—	—	—	—	—
	0809 40 10	b)	—	—	—	—	—	—
	0809 40 40	c)	—	—	—	—	—	—
2.200	Fraises	a)	183,50	2 545,73	361,75	1 377,55	56 931,79	30 558,44
	0810 10 10	b)	1 088,27	1 217,61	135,21	354 191,70	407,47	36 722,57
	0810 10 05 0810 10 80	c)	1 577,95	7 469,02	124,15			
2.205	Framboises	a)	1 173,21	16 276,18	2 312,85	8 807,37	363 994,27	195 375,83
	0810 20 10	b)	6 957,86	7 784,80	864,44	2 264 529,94	2 605,15	234 786,30
		c)	10 088,64	47 753,28	793,75			
2.210	Myrtilles (fruits du <i>Vaccinium myrtillus</i>)	a)	290,27	4 026,97	572,24	2 179,08	90 057,72	48 338,95
	0810 40 30	b)	1 721,48	1 926,08	213,88	560 279,15	644,55	58 089,70
		c)	2 496,08	11 814,89	196,39			
2.220	Kiwis (<i>Actinidia chinensis Planch.</i>)	a)	123,46	1 712,79	243,39	926,82	38 304,08	20 559,92
	0810 50 10	b)	732,19	819,22	90,97	238 302,49	274,15	24 707,19
	0810 50 20 0810 50 30	c)	1 061,65	5 025,20	83,53			
2.230	Grenades	a)	172,22	2 389,24	339,51	1 292,87	53 432,12	28 679,97
	ex 0810 90 85	b)	1 021,37	1 142,76	126,89	332 419,04	382,42	34 465,18
		c)	1 480,95	7 009,89	116,52			
2.240	Kakis (y compris le fruit Sharon)	a)	346,08	4 801,24	682,26	2 598,05	107 373,05	57 633,05
	ex 0810 90 85	b)	2 052,47	2 296,40	255,00	668 003,62	768,48	69 258,57
		c)	2 976,00	14 086,53	234,14			
2.250	Litchis	a)	391,42	5 430,25	771,64	2 938,42	121 440,01	65 183,56
	ex 0810 90 30	b)	2 321,36	2 597,26	288,40	755 518,88	869,16	78 332,14
		c)	3 365,89	15 932,01	264,82			

RÈGLEMENT (CE) N° 1726/97 DE LA COMMISSION
du 3 septembre 1997
fixant les droits à l'importation dans le secteur du riz

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz⁽¹⁾,

vu le règlement (CE) n° 1503/96 de la Commission, du 29 juillet 1996, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil en ce qui concerne les droits à l'importation dans le secteur du riz⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1403/97⁽³⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

considérant que l'article 11 du règlement (CE) n° 3072/95 prévoit que, lors de l'importation des produits visés à l'article 1^{er} dudit règlement, les taux des droits du tarif douanier commun sont perçus; que, toutefois, pour les produits visés au paragraphe 2 de cet article, le droit à l'importation est égal au prix d'intervention valable pour ces produits lors de l'importation et majoré d'un certain pourcentage selon qu'il s'agit du riz décortiqué ou blanchi, diminué du prix à l'importation, pour autant que ce droit ne dépasse pas le taux des droits du tarif douanier commun;

considérant que, en vertu de l'article 12 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 3072/95, les prix à l'importation caf sont calculés sur la base des prix représentatifs pour le produit en question sur le marché mondial ou sur le marché d'importation communautaire du produit;

considérant que le règlement (CE) n° 1503/96 a fixé des modalités d'application du règlement (CE) n° 3072/95 en

ce qui concerne les droits à l'importation dans le secteur du riz;

considérant que les droits à l'importation sont applicables jusqu'à ce qu'une nouvelle fixation entre en vigueur; qu'ils restent également en vigueur si aucune cotation n'est disponible dans la source de référence prévue à l'article 5 du règlement (CE) n° 1503/96 au cours des deux semaines précédant la prochaine fixation périodique;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des droits à l'importation, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers les taux de marché constatés au cours d'une période de référence;

considérant que l'application du règlement (CE) n° 1503/96 conduit à fixer les droits à l'importation conformément aux annexes du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les droits à l'importation dans le secteur du riz visés à l'article 11 paragraphes 1 et 2 du règlement (CE) n° 3072/95 sont fixés à l'annexe I du présent règlement sur la base des éléments repris à l'annexe II.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽²⁾ JO L 189 du 30. 7. 1996, p. 71.

⁽³⁾ JO L 194 du 23. 7. 1997, p. 2.

ANNEXE I

du règlement de la Commission, du 3 septembre 1997, fixant les droits à l'importation applicables au riz et aux brisures

(en écus par tonne)

Code NC	Droit à l'importation (*)			
	Pays tiers (sauf ACP et Bangladesh) ⁽¹⁾ ⁽²⁾	ACP Bangladesh ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽⁴⁾	Basmati Inde et Pakistan ⁽⁶⁾	Égypte ⁽⁵⁾
1006 10 21	(7)	130,91		202,88
1006 10 23	(7)	130,91		202,88
1006 10 25	(7)	130,91		202,88
1006 10 27	(7)	130,91		202,88
1006 10 92	(7)	130,91		202,88
1006 10 94	(7)	130,91		202,88
1006 10 96	(7)	130,91		202,88
1006 10 98	(7)	130,91		202,88
1006 20 11	298,99	145,16		224,24
1006 20 13	298,99	145,16		224,24
1006 20 15	298,99	145,16		224,24
1006 20 17	225,79	108,56	0	169,34
1006 20 92	298,99	145,16		224,24
1006 20 94	298,99	145,16		224,24
1006 20 96	298,99	145,16		224,24
1006 20 98	225,79	108,56	0	169,34
1006 30 21	525,46	247,82		394,10
1006 30 23	525,46	247,82		394,10
1006 30 25	525,46	247,82		394,10
1006 30 27	(7)	251,59		399,75
1006 30 42	525,46	247,82		394,10
1006 30 44	525,46	247,82		394,10
1006 30 46	525,46	247,82		394,10
1006 30 48	(7)	251,59		399,75
1006 30 61	525,46	247,82		394,10
1006 30 63	525,46	247,82		394,10
1006 30 65	525,46	247,82		394,10
1006 30 67	(7)	251,59		399,75
1006 30 92	525,46	247,82		394,10
1006 30 94	525,46	247,82		394,10
1006 30 96	525,46	247,82		394,10
1006 30 98	(7)	251,59		399,75
1006 40 00	(7)	78,38		123,00

(1) Sous réserve des dispositions des articles 12 et 13 du règlement (CEE) n° 715/90 du Conseil (JO L 84 du 30. 3. 1990, p. 85), modifié.

(2) Conformément au règlement (CEE) n° 715/90, les droits à l'importation ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et importés directement dans le département d'outre-mer de la Réunion.

(3) Le droit à l'importation de riz dans le département d'outre-mer de la Réunion est défini à l'article 11 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 3072/95.

(4) Pour les importations de riz, excepté les brisures de riz (code NC 1006 40 00), originaires du Bangladesh, le droit à l'importation est applicable dans le cadre du régime défini par les règlements (CEE) n° 3491/90 du Conseil (JO L 337 du 4. 12. 1990, p. 1) et (CEE) n° 862/91 de la Commission (JO L 88 du 9. 4. 1991, p. 7), modifié.

(5) L'importation de produits originaires des PTOM est exemptée de droit à l'importation, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE du Conseil (JO L 263 du 19. 9. 1991, p. 1), modifiée.

(6) Pour le riz décortiqué de la variété Basmati originaire d'Inde et du Pakistan, réduction de 250 écus par tonne [article 4 bis du règlement (CE) n° 1503/96, modifié].

(7) Droit de douane fixé dans le tarif douanier commun.

(8) Pour les importations de riz originaire et en provenance d'Égypte, le droit à l'importation est applicable dans le cadre du régime défini par les règlements (CE) n° 2184/96 du Conseil (JO L 292 du 15. 11. 1996, p. 1) et (CE) n° 196/97 de la Commission (JO L 31 du 1. 2. 1997, p. 53).

ANNEXE II

Calcul des droits à l'importation dans le secteur du riz

	Paddy	Type Indica		Type Japonica		Brisures
		décortiqué	blanchi	décortiqué	blanchi	
1. Droit à l'importation (écus par tonne)	(¹)	225,79	533,00	298,99	525,46	(¹)
2. Éléments de calcul:						
a) Prix caf Arag (écus par tonne)	—	374,42	314,07	327,90	364,85	—
b) Prix fob (écus par tonne)	—	—	—	300,19	337,14	—
c) Frets maritimes (écus par tonne)	—	—	—	27,71	27,71	—
d) Source	—	USDA	USDA	Opérateurs	Opérateurs	—

(¹) Droit de douane fixé dans le tarif douanier commun.

RÈGLEMENT (CE) N° 1727/97 DE LA COMMISSION**du 3 septembre 1997****établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2375/96 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 ⁽⁴⁾, et notamment son article 3 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'im-

portation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 325 du 14. 12. 1996, p. 5.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 3 septembre 1997, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(en écus par 100 kg)

Code NC	Code des pays tiers (1)	Valeur forfaitaire à l'importation
0709 90 79	052	65,0
	999	65,0
0805 30 30	388	68,4
	524	59,7
	528	54,6
	600	62,5
	999	61,3
0806 10 40	052	86,8
	400	182,8
	624	156,4
	999	142,0
0808 10 92, 0808 10 94, 0808 10 98	388	67,3
	400	56,5
	512	26,1
	528	56,4
	804	84,7
	999	58,2
	052	95,9
0808 20 57	064	62,4
	388	41,1
	528	37,6
	999	59,3
	052	47,2
0809 40 30	064	52,9
	066	57,4
	068	68,6
	093	47,5
	400	97,8
	624	187,6
	999	79,9

(1) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 68/96 de la Commission (JO L 14 du 19. 1. 1996, p. 6). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 1728/97 DE LA COMMISSION
du 3 septembre 1997
modifiant le correctif applicable à la restitution pour le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 4,

considérant que le correctif applicable à la restitution pour le malt a été fixé par le règlement (CE) n° 1636/97 de la Commission⁽³⁾;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour et compte tenu de l'évolution

prévisible du marché, il est nécessaire de modifier le correctif applicable à la restitution pour le malt, actuellement en vigueur,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le correctif applicable aux restitutions fixées à l'avance pour les exportations de malt, visé à l'article 13 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 1766/92, est modifié conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 4 septembre 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

⁽³⁾ JO L 225 du 15. 8. 1997, p. 18.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 3 septembre 1997, modifiant le correctif applicable à la restitution pour le malt

(en écus/t)

Code produit	Courant 9	1 ^{er} terme 10	2 ^e terme 11	3 ^e terme 12	4 ^e terme 1	5 ^e terme 2
1107 10 11 9000	0	0	0	0	0	0
1107 10 19 9000	0	-1,30	-2,60	-3,90	-5,20	-6,50
1107 10 91 9000	0	0	0	0	0	0
1107 10 99 9000	0	-1,30	-2,60	-3,90	-5,20	-6,50
1107 20 00 9000	0	-1,52	-3,04	-4,56	-6,08	-7,60

(en écus/t)

Code produit	6 ^e terme 3	7 ^e terme 4	8 ^e terme 5	9 ^e terme 6	10 ^e terme 7	11 ^e terme 8
1107 10 11 9000	0	0	0	0	0	0
1107 10 19 9000	-7,80	-9,10	-10,40	-11,70	-13,00	-14,30
1107 10 91 9000	0	0	0	0	0	0
1107 10 99 9000	-7,80	-9,10	-10,40	-11,70	-13,00	-14,30
1107 20 00 9000	-9,12	-10,64	-12,16	-13,68	-15,20	-16,72

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

(Conventions signées entre États membres)

Information concernant la convention relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres des Communautés européennes, signée à Dublin le 15 juin 1990

La convention relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres des Communautés européennes, signée à Dublin le 15 juin 1990 ⁽¹⁾, est entrée en vigueur, conformément à son article 22 paragraphe 3, le 1^{er} septembre 1997.

⁽¹⁾ JO C 254 du 19. 8. 1997.

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 22 juillet 1997

concernant la liste visée à l'article 3 paragraphe 1 deuxième alinéa du règlement (CEE) n° 3254/91 et à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CE) n° 35/97 de la Commission

(97/602/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la proposition de la Commission,

vu le règlement (CEE) n° 3254/91 du Conseil, du 4 novembre 1991, interdisant l'utilisation du piège à mâchoires dans la Communauté et l'introduction dans la Communauté de fourrures et de produits manufacturés de certaines espèces animales sauvages originaires de pays qui utilisent pour leur capture le piège à mâchoires ou des méthodes non conformes aux normes internationales de piégeage sans cruauté⁽¹⁾, et notamment son article 3 paragraphe 1 deuxième alinéa,

considérant que le règlement (CE) n° 35/97 de la Commission, du 10 janvier 1997, arrêtant les modalités de la certification des fourrures et des marchandises visées par le règlement (CEE) n° 3254/91 du Conseil⁽²⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 1 point a) ne s'applique qu'en ce qui concerne l'importation de fourrures d'animaux non nés ni élevés en captivité, provenant de pays énumérés dans la liste figurant à l'annexe de la présente décision;

considérant que ladite liste a été établie sur la base des renseignements recueillis par la Commission auprès des pays notoirement situés dans l'aire de répartition des espèces visées à l'annexe I du règlement (CEE) n° 3254/91;

considérant qu'un accord international en matière de normes de piégeage sans cruauté a été transmis au Conseil pour approbation; qu'il convient de ne pas poser d'actes susceptibles de contrarier l'objet et le but de l'accord; que la liste inclut donc les pays qui ont paraphé l'accord;

considérant que, en attendant notamment que d'autres pays tiers accèdent à l'accord international en matière de normes de piégeage sans cruauté, ou que se présente toute autre situation couverte par l'article 3 paragraphe 1 du

règlement (CEE) n° 3254/91, la présente décision ne peut avoir qu'un caractère provisoire; que la liste susmentionnée doit être modifiée immédiatement en fonction de l'évolution de la situation de façon à ne pas entraver les échanges de fourrures et pelleteries;

considérant que le comité visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3254/91, consulté par procédure écrite le 20 décembre 1996, n'a pas émis d'avis favorable sur le projet de décision de la Commission dressant la liste des pays autorisés,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La liste des pays qui remplissent au moins l'une des conditions fixées à l'article 3 paragraphe 1 premier alinéa du règlement (CE) n° 3254/91, visée à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CE) n° 35/97 de la Commission, figure à l'annexe de la présente décision, ainsi que les espèces concernées.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 22 juillet 1997.

Par le Conseil

Le président

J. POOS

⁽¹⁾ JO L 308 du 9. 11. 1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 8 du 11. 1. 1997, p. 2.

ANNEXE

Liste des pays/espèces visée à l'article 1^{er}

Pays	Espèces
Belice	<i>Procyon lotor</i>
Bulgarie	<i>Canis lupus</i>
Canada	<i>Canis latrans</i> <i>Canis lupus</i> <i>Castor canadensis</i> <i>Felis rufus</i> <i>Lutra canadensis</i> <i>Lynx canadensis</i> <i>Martes americana</i> <i>Martes pennanti</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i> <i>Procyon lotor</i> <i>Taxidea taxus</i>
République populaire de Chine	<i>Canis lupus</i> <i>Martes zibellina</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
République tchèque	<i>Canis lupus</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
El Salvador	<i>Procyon lotor</i>
Groenland	<i>Canis lupus</i>
Hongrie	<i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
Jordanie	<i>Canis lupus</i>
République de Corée	<i>Martes zibellina</i> <i>Canis lupus</i>
Liban	<i>Canis lupus</i>
Mexique	<i>Canis lupus</i> <i>Canis latrans</i> <i>Castor canadensis</i> <i>Felis rufus</i> <i>Ondatra zibethicus</i> <i>Procyon lotor</i> <i>Taxidea taxus</i>
Moldavie	<i>Canis lupus</i> <i>Mustela erminea</i>
Nicaragua	<i>Procyon lotor</i>

Pays	Espèces
Norvège	<i>Canis lupus</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
Pakistan	<i>Canis lupus</i> <i>Mustela erminea</i>
Panamá	<i>Procyon lotor</i>
Pologne	<i>Canis lupus</i> <i>Martes zibellina</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
Roumanie	<i>Canis lupus</i>
Fédération de Russie	<i>Canis lupus</i> <i>Martes zibellina</i> <i>Mustela erminea</i> <i>Ondatra zibethicus</i> <i>Procyon lotor</i>
République slovaque	<i>Canis lupus</i> <i>Martes zibellina</i> <i>Mustela erminea</i>
République de Slovénie	<i>Canis lupus</i> <i>Ondatra zibethicus</i>
Turquie	<i>Canis lupus</i>

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

COMITÉ MIXTE DE L'EEE

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 21/97

du 2 mai 1997

modifiant l'annexe II (Règlementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 68/95 ⁽¹⁾;

considérant que le règlement (CE) n° 1441/95 de la Commission, du 26 juin 1995, modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale ⁽²⁾, doit être incorporé dans l'accord;

considérant que le règlement (CE) n° 1442/95 de la Commission, du 26 juin 1995, modifiant les annexes I, II, III et IV du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale ⁽³⁾, doit être incorporé dans l'accord;

considérant que le règlement (CE) n° 1798/95 de la Commission, du 25 juillet 1995, modifiant l'annexe IV du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale ⁽⁴⁾, doit être incorporé dans l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Les tirets suivants sont ajoutés au point 14 [règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil] du chapitre XIII de l'annexe II de l'accord:

- ← **395 R 1441:** règlement (CE) n° 1441/95 de la Commission, du 26 juin 1995 (JO L 143, 27. 6. 1995, p. 22).
- **395 R 1442:** règlement (CE) n° 1442/95 de la Commission, du 26 juin 1995 (JO L 143, 27. 6. 1995, p. 26).
- **395 R 1798:** règlement (CE) n° 1798/95 de la Commission, du 25 juillet 1995 (JO L 174, 26. 7. 1995, p. 20).→

⁽¹⁾ JO L 57 du 7. 3. 1996, p. 33.

⁽²⁾ JO L 143 du 27. 6. 1995, p. 22.

⁽³⁾ JO L 143 du 27. 6. 1995, p. 26.

⁽⁴⁾ JO L 174 du 26. 7. 1995, p. 20.

Article 2

Les textes des règlements (CE) n° 1441/95, (CE) n° 1442/95 et (CE) n° 1798/95 en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 5 mai 1997, à condition que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 2 mai 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 22/97

du 30 avril 1997

modifiant l'annexe VII (Reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe VII de l'accord a été modifiée en dernier lieu par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 25/94⁽¹⁾;

considérant que la directive 95/43/CE de la Commission, du 20 juillet 1995, modifiant les annexes C et D de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE⁽²⁾, doit être incorporée dans l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 1 a) (directive 92/51/CEE du Conseil) à l'annexe VII de l'accord, avant les adaptations:

- **395 L 0043:** Directive 95/43/CE de la Commission, du 20 juillet 1995 (JO L 184 du 3. 8. 1995, p. 21).»

Article 2

Au point 1 a) (Directive 92/51/CEE du Conseil) de l'annexe VII de l'accord, les adaptations b) et c) sont modifiées comme suit:

- i) le texte de l'adaptation b) a) est supprimé;
- ii) dans l'adaptation b) b), l'indication «En Autriche», y compris la disposition correspondante, est supprimée;
- iii) dans l'adaptation b) d), l'indication «En Autriche», y compris la disposition correspondante, est supprimée;
- iv) dans l'adaptation c), les termes «Directive 94/38/CE de la Commission» sont remplacés par les termes «Directive 95/43/CE de la Commission».

Article 3

Les textes de la directive 95/43/CE en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, à condition que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 5

La présente décision est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ JO L 339 du 29. 12. 1994, p. 84.

⁽²⁾ JO L 184 du 3. 8. 1995, p. 21.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 23/97

du 30 avril 1997

modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 28/95⁽¹⁾;

considérant que, entre le 5 décembre 1995 et le 4 décembre 1996, huit nouveaux actes communautaires ont été adoptés dans le domaine du transport par voie navigable, que ces actes sont considérés comme présentant de l'intérêt pour l'Espace économique européen et que, pour des raisons pratiques, ils devraient être couverts par une décision unique du Comité mixte de l'EEE;

considérant que les actes communautaires concernés, relatifs au transport par voie navigable, doivent être intégrés à l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

L'annexe XIII de l'accord est modifiée conformément aux dispositions de l'annexe jointe à la présente décision.

Article 2

Les textes du règlement (CE) n° 2819/95 du Conseil, du règlement (CE) n° 1356/96, du règlement (CE) n° 2254/96, du règlement (CE) n° 2255/96, du règlement (CE) n° 2310/96 de la Commission, du règlement (CE) n° 2326/96, de la directive 96/50/CE du Conseil et de la directive 96/75/CE en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

Les dates d'entrée en vigueur ou de mise en œuvre des actes mentionnés dans l'annexe jointe à la présente décision sont interprétées comme suit aux fins du présent règlement:

- lorsque la date d'entrée en vigueur ou de mise en œuvre des actes précède la date d'entrée en vigueur de la présente décision, la date d'entrée en vigueur de la présente décision est d'application,
- lorsque la date d'entrée en vigueur ou de mise en œuvre de l'acte est postérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente décision, la date d'entrée en vigueur ou de mise en œuvre de l'acte est d'application.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 5

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ JO L 231 du 28. 9. 1995, p. 59.

ANNEXE

de la décision n° 23/97 du Comité mixte de l'EEE

L'annexe XIII (Transports) de l'accord EEE est modifiée conformément aux dispositions ci-après.

A. Chapitre I. TRANSPORTS INTÉRIEURS

Le tiret suivant est ajouté au point 11 [règlement (CEE) n° 1107/70 du Conseil]:

- ← **396 R 2255**: règlement (CE) n° 2255/96 du Conseil, du 19 novembre 1996 (JO L 304 du 27. 11. 1996, p. 3).*

B. Chapitre IV: TRANSPORTS PAR VOIE NAVIGABLE

1. Le point suivant est inséré après le point 43a [règlement (CEE) n° 3921/91 du Conseil]:

- ←43b. **396 R 1356**: règlement (CE) n° 1356/96 du Conseil, du 8 juillet 1996, concernant des règles communes applicables aux transports de marchandises ou de personnes par voie navigable entre États membres, en vue de réaliser dans ces transports la libre prestation des services (JO L 175 du 13. 7. 1996, p. 7).*

2. Les tirets suivants sont ajoutés au point 44 [règlement (CE) n° 1101/89 du Conseil]:

- ← **395 R 2819**: règlement (CE) n° 2819/95 du Conseil, du 5 décembre 1995 (JO L 292 du 7. 12. 1995, p. 7),
- **396 R 2254**: règlement (CE) n° 2254/96 du Conseil, du 19 novembre 1996 (JO L 304 du 27. 11. 1996, p. 1),
- **396 R 2310**: règlement (CE) n° 2310/96 du Conseil, du 2 décembre 1996 (JO L 313 du 3. 12. 1996, p. 8).*

3. Le point suivant est inséré après le point 44 [règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil]:

- ←44a. **396 R 2326**: règlement (CE) n° 2326/96 de la Commission, du 4 décembre 1996, attribuant pour l'année 1996 la contribution communautaire et la contribution des États membres concernés aux fonds de déchirage visés au règlement (CEE) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure (JO L 316 du 5. 12. 1996, p. 13).*

4. Le point suivant est inséré après le point 45 [règlement (CEE) n° 1102/89 de la Commission]:

- ←45a. **396 L 0075**: directive 96/75/CE du Conseil, du 19 novembre 1996, concernant les modalités d'affrètement et de formation des prix dans le domaine des transports nationaux et internationaux de marchandises par voie navigable dans la Communauté (JO L 304 du 27. 11. 1996, p. 12).*

5. Le point suivant est inséré après le point 46a (directive 91/672/CEE du Conseil):

- ←46b. **396 L 0050**: directive 96/50/CE du Conseil, du 23 juillet 1996, concernant l'harmonisation des conditions d'obtention des certificats nationaux de conduite de bateaux de navigation intérieure pour le transport des marchandises et de personnes dans la Communauté (JO L 235 du 17. 9. 1996, p. 31).

Aux fins du présent accord, les dispositions de la directive sont adaptées comme suit:

à l'annexe I, les termes "modèle de l'Union européenne" sont, en ce qui concerne les certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure pour le transport de marchandises et de personnes délivrés par les États de l'AELE, supprimés.*

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 24/97

du 6 mai 1997

modifiant l'annexe XIII (Transports) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 17/97 (1);

considérant que la directive 96/53/CE du Conseil, du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international (2) doit être intégrée à l'accord;

considérant que la directive 96/53/CE du Conseil abroge, avec effet au 17 septembre 1997, la directive 85/3/CEE du Conseil, du 19 décembre 1984, relative aux poids, aux dimensions et à certaines autres caractéristiques techniques de certains véhicules routiers (3) et ses modifications successives et la directive 86/364/CEE du Conseil, du 24 juillet 1986, relative à la preuve de la conformité des véhicules à la directive 85/3/CEE relative aux poids, aux dimensions et à certaines autres caractéristiques techniques de certains véhicules routiers (4), toutes deux intégrées à l'accord, et qu'il convient dès lors de supprimer ces deux directives au titre de l'accord avec prise d'effet à la même date,

DÉCIDE:

Article premier

Le point suivant est inséré après le point 15 (directive 86/364/CEE du Conseil) de l'annexe XIII de l'accord:

- 15a. **396 L 0053:** directive 96/53/CE du Conseil, du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international (JO L 235 du 17. 9. 1996, p. 59).•

Article 2

Le texte du point 14 (directive 85/3/CEE du Conseil) et le texte du point 15 (directive 86/364/CEE du Conseil) sont supprimés avec effet au 17 septembre 1997.

Article 3

Les textes de la directive 96/53/CE en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le 7 mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au comité mixte.

(1) Non encore publiée au Journal officiel.

(2) JO L 235 du 17. 9. 1996, p. 59.

(3) JO L 2 du 3. 1. 1985, p. 14.

(4) JO L 221 du 7. 8. 1986, p. 48.

Article 5

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 6 mai 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 25/97

du 30 avril 1997

modifiant l'annexe XIII (transports) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XIII de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 9/97 (1);

considérant que la directive 96/48/CE du Conseil, du 23 juillet 1996, relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse (2) doit être intégrée à l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le nouveau point suivant est inséré après le point 37 (Directive 91/440/CEE du Conseil) de l'annexe XIII de l'accord:

- «37a. **396 L 0048:** directive 96/48/CE du Conseil, du 23 juillet 1996, relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse (JO L 235 du 17. 9. 1996, p. 6), rectifiée par le JO L 262 du 16. 10. 1996, p. 18.»

Article 2

Les textes de la directive 96/48/CE en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

(1) Non encore publiée au Journal officiel.

(2) JO L 235 du 17. 9. 1996, p. 6.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE
N° 26/97
du 30 avril 1997
modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 82/96⁽¹⁾;

considérant que la décision 96/703/CE de la Commission, du 26 novembre 1996, établissant les critères écologiques pour l'attribution du label écologique communautaire aux réfrigérateurs⁽²⁾ doit être intégrée à l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le nouveau point suivant est inséré à l'annexe XX après le point 2ek (décision 96/467/CE de la Commission):

«2el. **396 D 0703**: décision 96/703/CE de la Commission, du 26 novembre 1996, établissant les critères écologiques pour l'attribution du label écologique communautaire aux réfrigérateurs (JO L 323 du 13. 12. 1996 p. 34).»

Article 2

Les textes de la décision 96/703/CE de la Commission en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ JO L 100 du 17. 4. 1997, p. 71.

⁽²⁾ JO L 323 du 13. 12. 1996, p. 34.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 27/97

du 30 avril 1997

modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 82/96⁽¹⁾;

considérant que la directive 96/61/CE du Conseil, du 24 septembre 1996, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution⁽²⁾ doit être intégrée à l'accord;

considérant que la directive 96/61/CE du Conseil abroge, avec effet onze ans après la date de son entrée en vigueur, la directive 84/360/CEE du Conseil, du 28 juin 1984, relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles⁽³⁾; que cette directive a été intégrée à l'accord et qu'elle doit par conséquent être abrogée au titre de l'accord avec effet à la même date,

DÉCIDE:

Article premier

Le point suivant est inséré après le point 2f [règlement (CEE) n° 1836/93 du Conseil] de l'annexe XX:

- 2g. **396 L 0061:** directive 96/61/CE du Conseil, du 24 septembre 1996, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (JO L 257 du 10. 10. 1996, p. 26).•

Article 2

Le texte du point 16 (directive 84/360/CEE du Conseil) est supprimé avec effet au 30 octobre 2007.

Article 3

Les textes de la directive 96/61/CE en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 5

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

(¹) JO L 100 du 17. 4. 1997, p. 71.

(²) JO L 257 du 10. 10. 1996, p. 26.

(³) JO L 188 du 16. 7. 1984, p. 20.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 28/97

du 30 avril 1997

modifiant l'annexe XX (Environnement) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe XX de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 20/97 ⁽¹⁾;

considérant que la directive 96/59/CE du Conseil, du 16 septembre 1996, concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) ⁽²⁾ doit être intégrée à l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le point 22 (directive 76/403/CEE du Conseil) de l'annexe XX est remplacé par le texte suivant:

«22. **396 L 0059**: directive 96/59/CE du Conseil, du 16 septembre 1996, concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) (JO L 243 du 24. 9. 1996, p. 31).»

Article 2

Les textes de la directive 96/59/CE en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mai 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ Non encore publiée au Journal officiel.

⁽²⁾ JO L 243 du 24. 9. 1996, p. 31.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 29/97

du 12 juin 1997

modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord sur l'EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, tel que modifié par le protocole portant adaptation de l'accord sur l'Espace économique européen, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 21/97⁽¹⁾;

considérant que la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 juin 1995, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs⁽²⁾, doit être intégrée à l'accord,

considérant que la recommandation 95/216/CE de la Commission, du 8 juin 1995, concernant l'amélioration de la sécurité des ascenseurs existants⁽³⁾, doit être intégrée à l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

1. Le point suivant est ajouté après le point 4 (directive 86/663/CEE du Conseil) du chapitre III de l'annexe II de l'accord:

«5. **395 L 0016:** directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 juin 1995, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs (JO L 213 du 7. 9. 1995, p. 1).»

2. L'intitulé et le point 6 suivants sont ajoutés après le point 5 (directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil):

«ACTES DONT LES PARTIES CONTRACTANTES PRENNENT ACTE:

Les parties contractantes prennent acte de la teneur des actes suivants:

6. **395 X 0216:** recommandation 95/216/CE de la Commission, du 8 juin 1995, concernant l'amélioration de la sécurité des ascenseurs existants (JO L 134 du 20. 6. 1995, p. 37).»

Article 2

Les textes de la directive 95/16/CE et de la recommandation 95/216/CE en langues islandaise et norvégienne, annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 13 juin 1997, pour autant que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ Voir page 67 du présent Journal officiel.

⁽²⁾ JO L 213 du 7. 9. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO L 134 du 20. 6. 1995, p. 37.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 30/97

du 12 juin 1997

modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 21/97⁽¹⁾;considérant que le règlement (CE) n° 2796/95 de la Commission, du 4 décembre 1995, modifiant l'annexe II du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale⁽²⁾, doit être incorporé dans l'accord,considérant que le règlement (CE) n° 2804/95 de la Commission, du 5 décembre 1995, modifiant l'annexe II du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale⁽³⁾, doit être incorporé dans l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Les tirets suivants sont ajoutés au point 14 [règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil] du chapitre XIII de l'annexe II de l'accord:

- ← 395 R 2796: règlement (CE) n° 2796/95 de la Commission, du 4 décembre 1995 (JO L 290 du 5. 12. 1995, p. 1).
- 395 R 2804: règlement (CE) n° 2804/95 de la Commission, du 5 décembre 1995 (JO L 291 du 6. 12. 1995, p. 8).→

Article 2

Les textes des règlements (CE) n° 2796/95 et (CE) n° 2804/95 en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 13 juin 1997, à condition que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

*Article 4*La présente décision est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997.

*Par le Comité mixte de l'EEE**Le président*

C. DAY

⁽¹⁾ Voir page 67 du présent Journal officiel.⁽²⁾ JO L 290 du 5. 12. 1995, p. 1.⁽³⁾ JO L 291 du 6. 12. 1995, p. 8.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 31/97

du 12 juin 1997

modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 21/97⁽¹⁾;considérant que le règlement (CE) n° 281/96 de la Commission, du 14 février 1996, modifiant les annexes I et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale⁽²⁾, doit être incorporé dans l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 14 [règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil] du chapitre XIII de l'annexe II de l'accord:

— **396 R 0281**: règlement (CE) n° 281/96 de la Commission, du 14 février 1996 (JO L 37 du 15. 2. 1996, p. 9).**Article 2*

Les textes du règlement (CE) n° 281/96 en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 13 juin 1997, à condition que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

*Article 4*La présente décision est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997.

*Par le Comité mixte de l'EEE**Le président*

C. DAY

⁽¹⁾ Voir page 67 du présent Journal officiel.⁽²⁾ JO L 37 du 15. 2. 1996, p. 9.

DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE

N° 32/97

du 12 juin 1997

modifiant l'annexe II (réglementations techniques, normes, essais et certification) de l'accord EEE

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, modifié par le protocole portant adaptation de cet accord, ci-après dénommé «l'accord», et notamment son article 98,

considérant que l'annexe II de l'accord a été modifiée par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 21/97 ⁽¹⁾;

considérant que le règlement (CE) n° 282/96 de la Commission, du 14 février 1996, modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale ⁽²⁾, doit être incorporé dans l'accord,

DÉCIDE:

Article premier

Le tiret suivant est ajouté au point 14 [règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil] du chapitre XIII de l'annexe II de l'accord:

«— **396 R 0282**: règlement (CE) n° 282/96 de la Commission, du 14 février 1996 (JO L 37 du 15. 2. 1996, p. 12).»

Article 2

Les textes du règlement (CE) n° 282/96 en langues islandaise et norvégienne, qui sont annexés aux versions linguistiques respectives de la présente décision, font foi.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le 13 juin 1997, à condition que toutes les notifications prévues à l'article 103 paragraphe 1 de l'accord aient été faites au Comité mixte de l'EEE.

Article 4

La présente décision est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997.

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

C. DAY

⁽¹⁾ Voir page 67 du présent Journal officiel.

⁽²⁾ JO L 37 du 15. 2. 1996, p. 12.

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CE) n° 1023/97 de la Commission, du 6 juin 1997, instituant un droit antidumping provisoire sur les importations de palettes simples, en bois, originaires de Pologne et portant acceptation des engagements offerts par certains exportateurs en ce qui concerne ces importations

(«Journal officiel des Communautés européennes» L 150 du 7 juin 1997.)

Page 16, à l'annexe I:

au lieu de: «SC "Cama", Mr. Dariusz Zuk, PL-21-004-Krasienin»,

lire: «SC "Bed", Mr. Dariusz Zuk, PL-21-004-Krasienin».